

## Troupes US, hors d'Irak ! Non à l'ONU ! Américain ou français : l'impérialisme c'est le racisme, la torture et la guerre



AP

Bombardement américain à Fallouja, le 8 avril (gauche).



Reuters

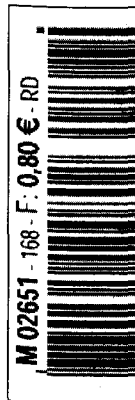
Corps des victimes du massacre entreposés dans une mosquée (droite).

16 mai - Les épouvantables photos de torture dans la prison d'Abou Ghraïb, dans l'Irak occupé par les USA, ont totalement démoli la ligne officielle de Bush que les USA étaient venus pour « libérer » l'Irak et mettre en place la « démocratie ». On assimile maintenant cette « libération » à une jeune soldate américaine tenant en laisse, comme un chien, un prisonnier irakien nu et rampant. Ces photos ne montrent qu'une petite partie de la terreur et des atrocités que les impérialistes, américains, français et autres font subir tous les jours à leurs victimes de par le monde. Ces prisons de la torture et de la mort ne représentent pas des « aberrations » : elles représentent une politique consciente des régimes impérialistes et néo-colonialistes qui utilisent de façon routinière la terreur et l'humiliation pour maintenir leur pouvoir. Pour le voir il ne faut pas regarder plus loin que l'histoire sanglante de l'impérialisme français en Indochine et pendant la guerre d'Algérie, ou le traitement des Irlandais ou des masses indiennes aux mains des Britanniques, ou aujourd'hui la prison de Guantanamo.

Pendant la guerre en Irak la Ligue communiste internationale (LCI) a franchement pris un côté : nous étions pour la défense militaire de l'Irak, sans donner aucun sou-

tien politique à Saddam Hussein, contre l'impérialisme américain et ses alliés. Aujourd'hui, sous l'occupation militaire US, nous disons que tout coup porté aux USA et à leur « coalition » qui s'effiloche, y compris tout coup porté à l'armée et la police locales fantoches, est objectivement dans l'intérêt des travailleurs du monde entier. En même temps nous nous opposons inébranlablement à la violence intercommunautaire des réactionnaires religieux et des débris restants du régime baasiste de Saddam Hussein. La force sociale qu'il est crucial de mobiliser politiquement pour porter des coups contre l'occupation US de l'Irak, c'est le prolétariat multiracial des Etats-Unis, et c'est cette perspective pour laquelle luttent nos camarades américains de la Spartacist League/U.S. **Etats-Unis, hors d'Irak ! Non à l'ONU !**

Les tueurs et sadiques de la prison d'Abou Ghraïb sont d'anciens flics et matons qui appliquent aux USA même la terreur d'Etat contre les pauvres, les Noirs, les travailleurs et les immigrés. On rapporte qu'un prisonnier d'Abou Ghraïb a été violé et sodomisé avec un manche à balai - exactement comme l'immigré haïtien Abner Louima l'a été dans un poste de police new-yorkais en 1997. L'un des tortionnaires d'Abou Ghraïb, Charles Graner Jr., est gardien de prison dans l'infâme prison de SCI Greene en Pennsylvanie où se trouve dans le couloir de la mort Mumia Abu-Jamal, le prisonnier politique noir le plus connu des Etats-Unis. Dans



cette prison il y avait eu en 1998 un scandale à propos de gardiens qui avaient frappé et humilié des prisonniers de façon sadique. Dans un article du 3 mai Mumia écrit : « Le traitement horrible que subissent les Irakiens à Abou Ghraib a ses sombres précédents dans les prisons et les postes de police des Etats-Unis. »

## L'impérialisme et le racisme

Les atrocités de l'occupation impérialiste ne sont pas des « aberrations ». Elles sont directement le produit d'une société capitaliste en putréfaction, une société basée sur l'exploitation de la classe ouvrière dans les usines et autres moyens de production, par une infime minorité de propriétaires de ces moyens de production, la classe des capitalistes. Ce système irrationnel est basé sur la recherche du profit maximum de chacun de ces capitalistes, et non sur comment satisfaire les besoins de l'humanité. Cela conduit régulièrement à des guerres et autres formes de violence barbare pour permettre aux différentes classes capitalistes nationales de s'approprier une plus grande partie des richesses créées par les ouvriers du monde. En dernier ressort les puissances dominantes, les impérialistes, ne peuvent maintenir que par la force et la violence d'autres peuples sous leur botte pour exploiter les ressources et la main-d'œuvre des colonies. L'impérialisme et la lutte pour diviser et rediviser le monde, c'est cela qui provoque des guerres mondiales. L'objectif américain de la guerre d'Irak non seulement comprenait le contrôle stratégique des sources d'approvisionnement en pétrole du Proche-Orient, mais aussi il s'agissait de montrer la domination sans partage des Etats-Unis sur le monde, notamment sur leurs rivaux d'Europe et du Japon pour le pillage du monde. La guerre en Irak était contre les intérêts de l'impérialisme français et allemand et c'est pour cela qu'ils s'y sont opposés l'année dernière.

Dans la lutte pour conquérir de nouveaux marchés, et dominer le monde, tous les impérialistes utilisent les mêmes méthodes atroces. L'impérialisme français a une histoire coloniale particulièrement horrible, notamment en Indochine (voir notre article saluant la victoire vietnamienne de Dien Bien Phu paru dans *le Bolchévik* de mars) et en Algérie, avec des méthodes qui ont fait bien des émules. Les escadrons de la mort et les dictatures militaires latino-américaines des années 1960 à 1980 avaient bénéficié directement d'un entraînement des tortionnaires français de la guerre d'Algérie : « De nombreuses délégations d'officiers occidentaux se rendirent en Algérie pour y être informées par leurs collègues français des nouvelles formes de la guerre apparues en Algérie selon le point de vue de la France, à savoir la lutte antisubversive [...] avec la participation d'officiers d'Amé-



Sahim/AFP

Des insurgés célèbrent une attaque contre un convoi militaire américain près de Fallouja.

rique latine » (*La guerre d'Algérie 1954-1962*, Hartmut Elsenhans). En août dernier le Pentagone avait organisé de regarder le film italien de Gilo Pontecorvo, *la Bataille d'Alger*, un film longtemps censuré en France qui documentait la torture et certains des crimes horribles commis par les colonialistes français.

Le PCF a publié récemment des articles faisant à juste titre le lien entre les crimes américains actuels, et ceux des impérialistes français pendant la guerre d'Algérie. *L'Humanité hebdo* avait récemment (8-9 mai) un article intitulé « Quand Bagdad renvoie à Alger ». Mais le même article exige une intervention plus importante de l'impérialisme français en Irak ! :

« Car la France, face à la torture américaine dans les faubourgs de Bagdad, a un rôle à jouer, avec d'autant plus de légitimité qu'elle a su au plus haut niveau mettre en garde contre cette sale guerre. A deux conditions : d'abord en exigeant que les tortionnaires exécutants et responsables soient traduits devant un tribunal des crimes de guerre, et à cet effet la mise en place de la Cour pénale internationale [...] »

Cela revient à alimenter les illusions des travailleurs en France que l'impérialisme de leur propre classe dominante qui les exploite pourrait être mieux que l'impérialisme US, au moment même où la France sème un chaos sanglant en Côte d'Ivoire. Nous disons : **Troupes françaises, hors d'Afrique, hors des Balkans et hors d'Afghanistan !** Il est vrai que l'impérialisme US est l'impérialisme le plus puissant du monde, mais l'impulsion de pousser la France ou l'Union européenne contre les USA revient à du social-chauvinisme vénéneux, et encourage l'« unité nationale » de la classe ouvrière ici avec sa bourgeoisie. Ce qu'il faut en France c'est une lutte de la classe ouvrière **contre** les capitalistes, en solidarité internationale avec les travailleurs au Proche-Orient, aux Etats-Unis et ailleurs.

Les gouvernements bourgeois français ont toujours saisi l'opportunité pendant les guerres (Afghanistan, Irak) pour renforcer Vigipirate et prendre des mesures de sécurité racistes qui visent la population à la peau foncée. Ils utilisent la lutte « antiterroriste » pour diviser les travailleurs et les empêcher de se battre pour leurs propres intérêts. Après avoir utilisé l'exclusion du lycée de jeunes femmes maghrébines pour alimenter une hystérie raciste anti-musulmans avant les élections régionales, maintenant le gouvernement est en campagne pour la déportation d'imams réactionnaires.

Suite page 9

## LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José  
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Robert Carlyle  
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269  
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 1 83528. Distribué par les NMPP  
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

# Bush-Chirac : cinéma impérialiste pour le 60<sup>e</sup> anniversaire du « Débarquement »

## C'est l'Armée rouge soviétique qui a écrasé les Nazis !

Bush vient cette année en France pour le 60<sup>e</sup> anniversaire du 6 juin 1944, le jour du débarquement américano-britannique en Normandie. Les impérialistes américains et britanniques, empêtrés dans la sanglante occupation coloniale de l'Irak et dans le scandale de la torture, ont bien besoin de cette cérémonie pour tenter de redorer leur blason de « démocrates » qui auraient soi-disant libéré l'humanité de la barbarie fasciste nazie en 1945. En France aussi on apprend depuis la plus tendre enfance à l'école que ce sont les Alliés, essentiellement les Américains, qui ont gagné la Deuxième Guerre mondiale. De Gaulle, avec l'aide du PCF, a aussi répandu le mythe que la bourgeoisie française, représentée par la « Résistance », aurait été du côté des Alliés. La vérité, c'est que la bourgeoisie française était mouillée jusqu'au cou dans la collaboration avec le régime nazi. Le gouvernement de Vichy avait volontairement déporté des milliers de Juifs, hommes, femmes et enfants, vers les camps de la mort nazis. Donc Chirac a aussi un intérêt historique dans cette commémoration, à savoir de continuer à entretenir le mensonge sur les crimes de l'impérialisme français pendant la Deuxième Guerre mondiale.

La commémoration du Débarquement de 1944 est basée depuis 60 ans sur une falsification : en réalité c'est l'Union soviétique qui a écrasé à elle seule l'Allemagne nazie. Les groupes qui mobilisent pour la manifestation du 5 juin, comme par exemple les JCR pseudo-trotskyistes, passent cette vérité sous silence également. En effet l'organisation mère des JCR, la LCR, loin de défendre comme nous l'Etat ouvrier dégénéré soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution, s'est retrouvée dans les années 1990 du côté de toutes les forces procapitalistes comme Solidarność en Pologne et Eltsine en Russie lors du putsch d'août 1991. Eltsine a finalement restauré le capitalisme en 1991-1992. Nous reproduisons ci-après de larges extraits d'un article adapté de notre journal américain, Workers Vanguard, et paru il y a 20 ans dans le Bolchévik n° 48 (juillet 1984) à l'occasion du quarantième anniversaire du « jour J ».

A l'époque le président américain Reagan était venu pour l'occasion en France pour faire une démonstration d'anti-soviétisme avec le président français Mitterrand. Les années 1980 étaient dominées par la guerre froide des impérialistes occidentaux contre l'Union soviétique, une guerre froide



Yevgeni Khaldei

Le 1<sup>er</sup> mai 1945, le drapeau soviétique est hissé sur le Reichstag à Berlin.

dont Mitterrand était l'un des porte-parole les plus intransigeants en Europe.

\* \* \*

Pendant la majeure partie de la guerre en Europe, il n'y avait pas de front Ouest digne de ce nom ; comme le maréchal soviétique Oustinov le notait amèrement, jusqu'à l'invasion de 1944 presque 95 % de toutes les troupes allemandes étaient engagées contre les Russes.

Mais, même si Reagan a rendu hommage du bout des lèvres aux 20 millions de citoyens soviétiques qui ont péri dans la guerre (les pertes américaines se montaient à 292 000), il s'est débrouillé pour transformer la cérémonie en manifestation antisoviétique. « Plusieurs pays libérés ont été perdus », se lamentait-il dans son discours prononcé près d'Omaha Beach. Perdus pour qui ? « La grande tristesse de cette perte trouve un écho jusqu'à nos jours dans les rues de Varsovie, de Prague et de Berlin-Est. Les troupes soviétiques qui sont venues au centre de ce continent ne sont pas parties quand est venue la paix », dit-il. Ces lamentations étaient vraiment toute la raison d'être des cérémonies du jour J.

Pour les impérialistes américains et britanniques, la Deuxième Guerre mondiale n'avait pas pour but l'écrasement du fascisme mais le repartage du gâteau des profits capitalistes ; pour cette « cause », ils souhaitaient ardemment qu'Hitler

brisât la puissance de l'Union soviétique. Comme l'expliquait le sénateur (et plus tard président) Harry Truman en juin 1941, le lendemain de l'invasion de l'Union soviétique par Hitler : « Si nous voyons que l'Allemagne gagne la guerre, nous devrions aider la Russie ; et si la Russie gagne, nous devrions aider l'Allemagne, et ainsi en laisser s'entre-tuer le plus possible » (cité dans John Lewis Gaddis, *Strategies of Containment* [1982]). Le jour J fut ainsi retardé à plusieurs reprises par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne dans l'espoir que l'Allemagne nazie saignerait à blanc la Russie et vice versa.

### L'opération Barbarossa a scellé la fin d'Hitler

L'affirmation que le jour J a été le « tournant » de la guerre est un mythe complet. Même si le débarquement en Normandie a été la plus importante opération amphibie jamais lancée, l'épine dorsale de l'armée allemande avait *déjà* été détruite sur le front Est, et en particulier dans les batailles de Stalingrad et de Koursk en 1943. Sur le front Est et *seulement* sur ce front s'est déroulée la lutte titanesque entre le fascisme, l'expression la plus barbare de l'agonie du capitalisme, et l'Etat soviétique qui tire ses origines de la Révolution bolchévique de 1917.

Le peuple soviétique a payé d'un prix terrible sa victoire sur le nazisme. Quand Hitler déclencha l'opération Barbarossa contre l'Union soviétique le 22 juin 1941, l'armée allemande se répandit dans le pays sur un front dévastateur de plusieurs milliers de kilomètres. Rien que pendant les trois premiers mois de cette offensive, les pertes soviétiques (tués et prisonniers) se montaient à trois millions de personnes ! A la fin de l'année 1941, les armées allemandes campaient devant Leningrad, où était née en 1917 la Révolution bolchévique, et devant Moscou, la capitale soviétique.

Le *blitzkrieg* d'Hitler faillit réussir parce que la défense de l'Union soviétique avait été minée et sabotée par la contre-révolution politique – l'usurpation du pouvoir politique des mains de la classe ouvrière par la bureaucratie de Staline. Staline avait consolidé son régime bureaucratique dans les années trente par une série de purges sanglantes dans lesquelles furent tués beaucoup des meilleurs officiers de l'Armée rouge, dont le maréchal Toukhatchevski, le plus brillant général de la guerre civile de 1917-1921. Léon Trotsky, le commandant en chef de l'Armée rouge pendant la guerre civile, fut exilé à la fin des années vingt et finalement assassiné au Mexique en 1940 par un agent stalinien.



Sans crédit

Le « jour J » du débarquement, le 6 juin 1944



Sans crédit

L'entrée des chars soviétiques à Berlin, le 30 avril 1945

Staline avait compté sur les promesses de papier du pacte germano-soviétique de 1939 pour éviter la guerre. Même quand l'invasion était à l'évidence imminente, il essaya de prévenir l'attaque en ordonnant à ses forces armées de ne pas tirer sur les avions allemands. Ce qui sauva la situation, ce fut l'abnégation des masses laborieuses soviétiques à défendre les acquis d'Octobre 1917 *malgré* Staline. Stalingrad a été le tournant historique de la Deuxième Guerre mondiale ; ce fait a été reconnu plus tard même par des archi-anticommunistes comme Winston Churchill. Là, l'armée soviétique et la population de la ville luttèrent quartier par quartier, maison par maison, usine par usine. Le maréchal soviétique Vassili Chouikov, qui commandait les défenseurs de la ville, décrivit plusieurs années après cette lutte monumentale : « Les autorités locales et des milliers d'habitants du quartier des usines aidaient la 62<sup>e</sup> armée autant qu'ils le pouvaient. Par exemple, à l'usine de tracteurs, jusqu'à la dernière minute, c'est-à-dire jusqu'au 14 octobre [1942], nos équipages de chars réparaient les chars avec l'aide des ouvriers, et aux ateliers Barrikady les ouvriers et nos artilleurs réparaient ensemble les canons » (Vassili J. Chouikov, *The Battle of Stalingrad* [1963]). L'armée allemande lançait assaut sur assaut contre les défenses soviétiques et, en octobre 1942, elle était arrivée à cent mètres des défenses de Chouikov. Finalement, le général Joukov lançait une contre-attaque massive et, en février 1943, le maréchal allemand Friedrich von Paulus capitulait avec ses troupes. Pour la première fois dans la guerre, une armée allemande tout entière (quelque 334 000 hommes) était détruite. Le mythe de l'« invincibilité » nazie avait été brisé, et c'est dans ce contexte qu'eut lieu cinq mois plus tard la bataille décisive de Koursk.

A Koursk, en juillet 1943, la crème de l'armée allemande, le corps des blindés, fut réduite en miettes au cours de la plus grande bataille de chars de l'histoire (3 600 chars soviétiques contre 2 700 chars nazis). Plus de 1 300 000 soldats soviétiques affrontèrent près d'un million de soldats allemands pendant plus d'une semaine dans une bataille titanesque qui décida du sort de la guerre.

Après Stalingrad et Koursk, l'Armée rouge entreprit son avance vers l'Ouest. En juin 1944, la plus grande partie de l'Union soviétique avait été libérée et les Russes se préparaient à pénétrer dans les pays occupés.

### Le second front et le front populaire

Pendant trois longues années, Staline réclama de ses alliés occidentaux l'ouverture d'un second front pour sou-

# LA VÉRITÉ

Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
(Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)



**LES UNITÉS DES MILICES OUVRIÈRES réclament des armes**

**Grève générale à Marseille**

**Grève victorieuse à la RADIO.**

**Lettres des usines**

**Grève générale à Marseille**

**DEPUIS** plusieurs jours, la situation était très tendue. L'inscription pour le pain chez les boulangers, devenue obligatoire le 24 mai déclencha la grève.

Le 25, métaux et dockers entrèrent en grève. Violente manifestation où les femmes sont au premier rang. La police et les pompiers dirigent contre la foule les lances d'incendie. Les bandits du P.P.F. tirent. Le vendredi, la grève est générale. Les usines, les magasins, les maisons de commerce, tout est fermé. Tout trafic est arrêté. Les tramways et les chemins de fer sont en grève. Les officiers allemands ont fait poster des mitrailleuses aux principaux carrefours de la ville, mais ils se sont gardés d'intervenir.

Là-dessus, le samedi 27, le bombardement est venu « liquider » la situation bien à propos pour les autorités, en créant une « diversion d'envergure ». C'est ainsi que les Américains commencent à briser les grèves avant même d'occuper le pays !

**Grève victorieuse à la RADIO.**

Ce petit article, paru dans le journal trotskyste *la Vérité* n° 67, 22 juin 1944, montre que le « Débarquement » visait non seulement la progression soviétique en Europe de l'Est, mais aussi la possibilité de révolutions ouvrières contre les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest discréditées par la collaboration avec les nazis. Mais de Gaulle a pu compter sur Staline et le PCF pour rétablir l'ordre bourgeois en France en 1944-1947.

lager la pression sur l'Union soviétique. Cela faisait partie de la stratégie de « front populaire » - compter sur la bonne volonté des impérialistes « démocratiques » de Washington et de Londres. Au nom de la « guerre contre le fascisme », les staliniens du Parti communiste américain soutinrent l'envoi par Roosevelt des Américains d'origine japonaise dans des camps de concentration, s'opposèrent à toutes les grèves (le dirigeant du PC William Z. Foster essaya même de prendre la tête d'un mouvement pour la reprise du travail pendant la grève des mineurs de 1943) et dénoncèrent les efforts pour éliminer le racisme dans les forces armées.

Mais la classe dirigeante américaine avait l'intention de faire son entrée sur le théâtre européen tout à la fin, comme elle l'avait fait pendant la Première Guerre mondiale, et de dicter ses conditions à toutes les puissances européennes ravagées par la guerre, à ses alliés tout autant qu'aux puissances de l'Axe.

« Qui aura Berlin ? » C'est là que se trouvent les origines du jour J - la course à Berlin et à l'Allemagne, la clé de l'Europe. Ce fut la rapidité imprévue de la progression de l'Armée rouge en Europe de l'Est et Europe centrale, et non un quelconque désir d'en finir avec Hitler, qui détermina la date du jour J. Le second front fut ouvert non pour sauver l'Union soviétique mais pour sauver de l'Union soviétique les intérêts impérialistes. L'impérialisme US voulait dominer toute l'Europe ; la victoire soviétique l'en empêcha.

Alors que les staliniens réclamaient à cor et à cri une invasion de l'Europe continentale par les Américains et les Britanniques, les trotskystes se rendaient compte que la victoire de l'Amérique de Roosevelt dans la Deuxième Guerre mondiale renforcerait énormément le pays impérialiste le plus puissant du monde. Début 1942, peu après l'entrée en guerre des Etats-Unis, James P. Cannon, le dirigeant du Socialist Workers Party (SWP) alors trotskyste, définissait la position révolutionnaire sur la Deuxième Guerre mondiale

au moment même où Roosevelt s'appretait à le jeter en prison, lui et les autres dirigeants du SWP, en invoquant le Smith Act :

« Les considérations qui ont déterminé notre attitude envers la guerre jusqu'à l'ouverture des hostilités entre les Etats-Unis et les puissances de l'Axe restent applicables à la nouvelle situation. Nous considérons que cette guerre, pour ce qui est de toutes les puissances impérialistes qui y sont engagées - l'Allemagne et la France, l'Italie et la Grande-Bretagne -, est une *guerre impérialiste*.

« Cette caractérisation de la guerre a été pour nous déterminée par le caractère des Etats qui y sont engagés. C'étaient tous les Etats capitalistes à l'époque de l'impérialisme, des Etats eux-mêmes impérialistes - opprimant d'autres nations ou d'autres peuples - ou des satellites de puissances impérialistes. L'extension de la guerre au Pacifique et l'entrée officielle en guerre des Etats-Unis et du Japon n'ont rien changé à cette analyse fondamentale.

« Cette caractérisation de la guerre ne s'applique pas à la guerre de l'Union soviétique contre l'impérialisme allemand. Nous faisons

une distinction fondamentale entre l'Union soviétique et ses alliés « démocratiques ». Nous défendons l'Union soviétique. L'Union soviétique est un Etat ouvrier, bien que dégénéré sous le régime politique totalitaire de la bureaucratie du Kremlin. Seuls des traîtres peuvent refuser de soutenir l'Etat ouvrier soviétique dans sa guerre contre l'Allemagne fasciste. Défendre l'Union soviétique, malgré Staline et contre Staline, c'est défendre la propriété nationalisée instaurée par la révolution d'Octobre. Celle-là est une *guerre progressiste*. »

- « A Statement on the War », *Fourth International*, janvier 1942 [souligné dans l'original]

Aujourd'hui, alors que l'Amérique de Reagan est en train de préparer une opération Barbarossa nucléaire contre l'Union soviétique, nous, trotskystes, nous plaçons fermement, sur la barricade, du côté de la défense des acquis d'Octobre.

**Pour contacter la Ligue trotskyste :**

<b>Paris</b>	<b>Rouen</b>
Le Bolchévik	Le Bolchévik
BP 135 -10	BP 240
75463 Paris Cedex 10	76003 Rouen Cedex 1
Tél : 01 42 08 01 49	Tél : 02 35 73 74 47
<b>E-mail : <a href="mailto:ltf@webmails.com">ltf@webmails.com</a></b>	
<b>Spartacist Canada Publishing Association</b>	
C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada	
tél. : (416) 593-4138 e-mail : <a href="mailto:spartcan@on.aibn.com">spartcan@on.aibn.com</a>	

## Australie :

# Une victoire pour les travailleurs et les Aborigènes

*Nous reproduisons ci-après une version raccourcie et adaptée d'une déclaration du 15 avril de la Spartacist League of Australia (SL/A), section de la Ligue communiste internationale.*

\* \* \*

L'Association de la police vient de subir une défaite dans ses manœuvres pour empêcher un meeting public de la Spartacist League le 31 mars à Melbourne contre la terreur policière raciste. C'est une victoire petite mais importante pour tous ceux qui luttent contre l'intense oppression raciste des peuples aborigènes, et pour l'ensemble de la gauche. Nous avons réussi à tenir notre meeting « Défense des Aborigènes de Redfern - Pour la mobilisation du pouvoir des syndicats ! » au Trades Hall (bourse du travail) : le Conseil de la bourse du travail de l'Etat de Victoria (VTHC) a renoncé à annuler notre réservation de salle. On nous a rapporté qu'il avait essayé de procéder à cette annulation sur l'ordre de l'Association de la police, qui est affiliée au VTHC.

D'abord on nous a dit que le diktat de l'Association de la police était en réponse à notre position sur les récents événements de Redfern, où nous avons appelé à la solidarité avec les jeunes Aborigènes combattifs contre la terreur raciste de l'Etat. On nous a dit également que c'était le secrétaire du VTHC, le travailliste Leigh Hubbard, qui avait à l'origine exigé l'annulation de notre réservation en brandissant une lettre de l'Association de la police. Cependant, des syndicalistes et militants de gauche furieux ont fait pression sur le Trades Hall pour qu'il annule l'interdiction. Les manœuvres anticommunistes de l'Association de la police ont été repoussées, et cela porte un coup à l'intrusion grandissante de l'Etat des patrons dans le mouvement ouvrier.

Notre meeting portait sur les événements du 15 février à Redfern : la colère qui fermentait dans la communauté aborigène contre la terreur raciste de l'Etat avait explosé ce jour-là après que la police avait pourchassé jusqu'à la mort Thomas « TJ » Hickey, un jeune Kamilaroi Murri de 17 ans très populaire. A la suite d'une série de provocations des flics du gouvernement travailliste de Carr dans la NSW [Nouvelle-Galles-du-Sud], des jeunes Aborigènes s'étaient organisés pour se défendre efficacement. Ils avaient courageusement résisté à des escadrons de « sections d'assaut » de la police, lors d'une bataille rangée qui avait duré neuf heures.

### **Une attaque contre un, c'est une attaque contre tous !**

Quand nous avons entendu parler de la tentative scandaleuse de réduire au silence notre défense de la population aborigène de Redfern, nous avons immédiatement alerté le mouvement ouvrier et la gauche, et nous avons appelé à envoyer des lettres de protestation au VTHC. Nous disions dans une déclaration du 20 mars de la SL :

« La police fait partie du poing armé de l'Etat capitaliste, dont



Australasian Spartacist

Sydney, 24 février - Le Spartacus Youth Club se joint à la manifestation dans le quartier Redfern en hommage à Thomas Hickey, jeune Aborigène de 17 ans mort en fuyant les flics qui le pourchassaient.

la raison d'être est de défendre le pouvoir des exploités capitalistes. Ce sont des ennemis de classe, les ennemis mortels du mouvement ouvrier et des minorités opprimées. [...] Il est grotesque que le dirigeant de l'organisation syndicale de pointe dans l'Etat de Victoria se plie aux diktats de ce corps de la police contre une organisation du mouvement ouvrier. »

Nous faisons remarquer que « les Aborigènes, les minorités immigrées et les travailleurs verront leurs intérêts soit avancer ensemble, soit reculer séparément ».

En réponse à notre déclaration et à nos discussions avec les syndicalistes et les militants de gauche, l'opposition à la censure pro-flics s'est fait de plus en plus sentir sur Hubbard et la bourse du travail. On nous a rapporté que lors d'une réunion de responsables syndicaux Hubbard a cédé, disant qu'une salle serait mise à disposition pour le meeting de la SL. Le jour de notre meeting le groupe social-démocrate de gauche Socialist Alliance est venu avec une lettre pressant instamment « la direction du VTHC de renoncer à l'interdiction, et de garantir la liberté d'expression, une liberté que le mouvement ouvrier démocratique tient en si haute estime. »

Il faut féliciter tous ceux qui ont agi pour renverser l'interdiction pesant sur le meeting du 31 mars. Nous lançons un appel à tous ceux qui ont participé à la lutte pour repousser cette tentative de réduire au silence les opposants à la répression raciste : il faut qu'ils s'emparent de la défense de la bonne vingtaine de militants qui ont été arrêtés autour du soulèvement du 15 février. Il faut mobiliser les ouvriers qui ont une conscience de classe, les militants de gauche, les activistes aborigènes et les jeunes Asiatiques et Arabes qui sont également soumis au siège des flics. Il faut les mobiliser dans des actions de front unique pour exiger : **Liberté**

Suite page 8

# Mordechaï Vanunu sort des prisons sionistes après 18 ans

*Cet article est traduit de Workers Vanguard n° 825 (30 avril), journal de nos camarades américains de la SL/U.S.*

\*\*\*

24 avril – Le 21 avril Mordechaï Vanunu est finalement sorti de la prison infernale d'Ashkelon, où il avait passé presque deux décennies. Mais ce n'est pas un homme libre. Au contraire, il est censé recevoir le traitement bien connu que subissent les dissidents politiques quand ils sont relâchés des salles de torture en Syrie, en Libye et dans d'innombrables dictatures soutenues à bout de bras par les USA, comme l'Arabie saoudite. A qui Vanunu peut parler, où il habite, s'il peut voyager, tout est à la discrétion des assassins sionistes, et la menace d'une réincarcération – ou pire – plane sur lui. Les sionistes exercent une vendetta sans fin contre Vanunu en repréailles pour le service qu'il a rendu à l'humanité en révélant l'ampleur de l'arsenal nucléaire israélien.

Dès sa libération Vanunu a défié les dirigeants israéliens en tenant une conférence de presse impromptue en anglais devant 200 partisans et des médias internationaux. Vanunu, qui défend depuis longtemps les droits des Palestiniens, a réitéré son opposition à la politique d'Israël et à la machine infernale sioniste. Pendant ce temps le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, renforçait les mesures pour décapiter et démembrer le peuple palestinien. Lors d'une interview télévisée le 23 avril, Sharon a admis qu'il avait personnellement dit à George Bush lors de sa dernière visite à Washington qu'Israël n'est plus tenue par son engagement à ne pas toucher à Yasser Arafat. Ce n'est pas une parole en l'air.

Arafat est prisonnier depuis plus de deux ans dans son complexe de Ramallah que les chars et missiles israéliens ont pratiquement réduit à un tas de décombres. Le 22 mars, des hélicoptères israéliens ont assassiné avec des missiles le cheikh Yassine, le « chef spirituel » du Hamas. Yassine était un homme partiellement aveugle et tétraplégique de 67 ans en chaise roulante. Trois semaines plus tard, une autre frappe de missile tuait son successeur, le docteur Abdel Aziz Rantissi. La menace contre Arafat n'est que la dernière en date d'une longue liste d'une *politique d'assassinats* par le pouvoir sioniste. Comme nous l'écrivions après l'assassinat de Yassine : « La classe dirigeante israélienne envoie un message aux masses palestiniennes – à ceux qui sont emprisonnés derrière une clôture électrique à Gaza et à ceux qui sont enfermés derrière un mur de béton en Cisjordanie – qu'elle a l'autorisa-



Reuters

Vanunu sort de prison le 21 avril.

tion de faire disparaître tout dirigeant palestinien de toute obédience politique » (*Workers Vanguard* n° 823, 2 avril).

Bush a renversé d'un revers de main quatre décennies de politique américaine officielle quand il a donné son soutien à Sharon pour son « plan de retrait » de la bande de Gaza, tout en poursuivant la construction de colonies israéliennes en Cisjordanie. L'assassinat de Rantissi a immédiatement suivi. Au moins 25 Palestiniens ont été tués par des troupes israéliennes la semaine dernière. La « proposition de retrait » de Sharon hors de la bande de Gaza est un stratagème

pour renforcer le contrôle israélien sur la Cisjordanie et détruire tout vestige de résistance palestinienne. ***Bas les pattes devant Arafat ! Défense du peuple palestinien ! Toutes les troupes israéliennes et tous les colons, hors des territoires occupés !***

## Vanunu dit la vérité, et les sionistes le craignent

Vanunu, un ancien technicien dans les installations militaires nucléaires israéliennes de Dimona, avait été kidnappé en 1986 par la police secrète, le Mossad, jeté dans la prison d'Ashkelon en plein désert, et condamné à 18 ans de prison par un tribunal militaire secret pour avoir révélé au *Sunday Times* de Londres qu'Israël avait accumulé au moins 200 têtes nucléaires. Les révélations de Vanunu étaient un service rendu à toute l'humanité. Quand il a été condamné pour avoir aidé et soutenu « l'ennemi en temps de guerre », nous avons écrit : « Qui est l'ennemi ? De quelle guerre s'agit-il ? Pour les cinglés sionistes du nucléaire, peu importe – ils sont en guerre contre le monde entier, tout le monde est l'ennemi » (*le Bolchévik* n° 83, mai 1988). Les révélations de Vanunu montraient clairement que les dirigeants capitalistes d'Israël avaient suffisamment d'armes nucléaires non seulement pour incinérer toutes les capitales arabes, mais aussi pour bombarder également des grandes villes en Union soviétique. Israël a bâti son arsenal nucléaire avec le soutien actif des Etats-Unis, de la France et d'autres puissances impérialistes ; cela faisait partie de leur campagne de guerre contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique qui existait à l'époque, et pour renforcer l'Etat-garnison israélien comme gendarme régional.

Les assassins sionistes mettent autour de Vanunu une réplique miniature du mur qu'ils construisent pour confiner et étrangler le peuple palestinien en Cisjordanie. Grâce à des

lois d'exception datant de 1945 sous le Mandat britannique, Vanunu s'est vu interdire de quitter Israël pendant au moins un an, de visiter des ambassades étrangères, ou de s'approcher des frontières, des ports ou aéroports, et même d'avoir le moindre contact avec des étrangers - que ce soit en personne ou par correspondance. On lui a interdit de donner des interviews sur son travail à Dimona; et il est obligé d'informer les flics si quelqu'un s'adresse à lui dans cet objectif. Vanunu sera surveillé 24 heures sur 24 et, comme le rapporte le *Financial Times* (20 avril), son téléphone sera sous écoute. Vanunu devra demander la permission à la police pour pouvoir quitter Jaffa où il vivra, et il doit avertir les autorités 24 heures à l'avance s'il envisage de dormir à une autre adresse.

Beaucoup de personnes dans le monde vénèrent Vanunu comme un héros. Quand il a été libéré, Vanunu a déclaré : « Je suis fier et heureux de ce que j'ai fait. » Ayant passé plus de onze ans en cellule d'isolement, Vanunu a dénoncé « le traitement vraiment cruel et barbare » qu'appliquent les services de sécurité israéliens, et il s'est engagé : « Vous n'avez pas réussi à me briser, et vous n'avez pas réussi à me rendre fou. »

Issu d'une famille juive sépharade qui avait émigré du Maroc, Vanunu avait fait lui-même l'expérience de la discrimination de la part de l'establishment ashkénaze d'origine européenne; cela l'a activement éloigné du sionisme. Il a adopté la cause des droits des Palestiniens quand il était étudiant à l'université Ben Gourion de Beersheba, où il était devenu l'ami d'étudiants bédouins et palestiniens et avait pris part à des manifestations en faveur de l'égalité pour les Palestiniens et contre la guerre du Liban de 1982.



Reuters

L'armée israélienne tire au missile sur des manifestants palestiniens à Rafah le 19 mai; 42 tués en quatre jours.

La LCI et le Partisan Defense Committee [PDC] luttent depuis 18 ans pour la liberté pour Vanunu. En juin 1987, l'ancienne compagne et porte-parole de Vanunu, Judy Zimmet, avait rejoint la femme de Mumia Abu-Jamal, Wadyia, à la tribune d'un meeting de la SL à New York consacré à la défense lutte de classe. Le 20 avril dernier le PDC a écrit à l'ambassade israélienne : « Nous protestons énergiquement contre la poursuite des attaques contre Mordechai Vanunu. En fait les travailleurs, et l'humanité tout entière, doivent une fière chandelle à Vanunu pour son action courageuse il y a 18 ans. » Levée des restrictions contre Vanunu !

## Australie...

Suite de la page 6

*pour les militants de Redfern arrêtés autour du 15 février !  
Levée immédiate de toutes les inculpations !*

### Pour un combat lutte de classe pour les droits des Aborigènes !

Pour avoir le dessus face à la puissance de l'Etat capitaliste, il est nécessaire de mobiliser la puissance sociale de la classe ouvrière organisée. Notre programme pour des mobilisations des syndicats, des minorités et des Noirs contre la terreur raciste était central dans le meeting de la SL. Ce programme contraste avec les appels qu'avancent des groupes comme Socialist Alliance pour une « commission d'enquête indépendante et complète », ou pour une Commission royale pour investiguer les actions de la police. Mais la Commission royale sur les morts d'Aborigènes en prison s'était conclue en 1991 par l'exonération de la police dans tous les 99 cas qu'elle avait revus. Notre présentateur à notre meeting, se référant à cette commission, faisait remarquer que toute commission d'enquête mise en place par l'Etat capitaliste ne peut servir qu'à blanchir la police. Le « système légal » qui dirigerait ou superviserait une telle « commission d'enquête » vient juste de voir se conclure la Commission royale Cole, une commission antisyndicale qui visait le syndicat du bâtiment CFMEU; actuellement elle persécute et refuse de façon perverse de libérer sous caution les militants de Redfern ! On ne peut attendre aucune « indépendance » de cet Etat, dont l'armée fait partie de la coalition dirigée par les Etats-Unis qui occupe brutalement l'Irak, emprisonne

des villes entières comme Fallouja, et tire sur les résidents à la peau foncée depuis des chars et des hélicoptères.

De faire appel à une Commission royale c'est en effet *opposé* à la défense qu'il faut du peuple aborigène, centrée sur le prolétariat. De tels appels *démobilisent* la lutte *contre* les brutalités de l'Etat capitaliste, en promouvant l'illusion qu'on peut faire pression sur l'Etat capitaliste pour qu'il soit plus partial en faveur des Aborigènes. Quand on supplie l'Etat de mettre en place une commission d'enquête, on donne de l'autorité, et donc une puissance accrue, à la force même qui essayerait d'écraser toute lutte contre la répression raciste et l'exploitation capitaliste.

A son échelle, le diktat de l'Association de la police au Trades Hall pour qu'il interdise un meeting de gauche en défense des Aborigènes montre clairement pourquoi les flics n'ont pas leur place dans le mouvement ouvrier. Imaginez que vous essayez de préparer un piquet de masse ou une action basée sur les syndicats pour défendre les Aborigènes, quand la force de police même dont le but est d'attaquer violemment de telles luttes fait partie de cette réunion de préparation et d'organisation de cette campagne ! Nous disons : *Flics, matons, hors des syndicats !*

Si la direction du VTHC soutient les flics, cela reflète sa servilité vis-à-vis de l'Etat bourgeois. Effectivement, le programme des dirigeants syndicaux c'est de faire élire au gouvernement leurs copains parlementaires du Parti travailliste pour qu'ils administrent l'Etat bourgeois. Il faut construire une direction lutte de classe des syndicats contre les dirigeants traîtres travaillistes. Une telle direction doit être liée à un parti léniniste prêt à diriger la lutte révolutionnaire pour renverser le système capitaliste raciste tout entier.



# Irak...

Suite de la page 2

Le gouvernement de droite s'est habilement saisi d'une campagne du maire PCF de Vénissieux contre « l'islam des caves » (*L'Humanité hebdo*, 8-9 mai). Le nouveau ministre des flics de Villepin a alors déporté vers l'Algérie Abdelkader Bouziane, imam à Vénissieux. Cette expulsion était tellement grotesque que même les tribunaux bourgeois français racistes ont été obligés de l'annuler. Cet imam semble être un véritable obscurantiste religieux et un répugnant réactionnaire antifemmes, mais en quoi est-il plus dangereux que le fasciste anti-immigrés Le Pen ou la réactionnaire catholique, anti-homosexuels Christine Boutin, qui disposent d'une audience de masse à la télévision pour leurs saloperies réactionnaires ? La campagne contre les imams n'a pas pour objectif de stopper les millions de Français « gaulois » qui battent leur femme : elle vise tous les immigrés, et la classe ouvrière organisée derrière. S'il est possible d'expulser un imam bien connu, qui réside en France depuis des dizaines d'années, cela ne rend que plus facile l'expulsion de n'importe quel immigré, sans papiers ou avec. Bouziane a été déporté pour avoir cité le Coran en faveur de la lapidation des femmes, mais personne ne songe à expulser vers le Vatican les curés qui défendent la Bible et Saint Thomas d'Aquin, qui déclarait que « les femmes sont nées pour être maintenues perpétuellement sous le joug de leur seigneur et maître, que la nature a destinés à la domination sur elles, de par la supériorité qu'elle a donnée à l'homme sous tous les rapports. » (cité par August Bebel, *La femme et le socialisme*).

La bourgeoisie française se saisit de cas comme celui de Bouziane qui sont socialement arriérés, ou de vrais criminels, pour justifier « certaines » expulsions, ouvrant la porte à d'autres expulsions contre les immigrés et contre la gauche. Est visée toute personne considérée par les flics comme « troublant l'ordre public » : les militants de gauche turcs promis à la torture et à la mort, les réfugiés en France des « années de plomb » italiennes, comme Cesare Battisti, etc. C'est pourquoi les marxistes s'opposent à l'expulsion de Bouziane. Nous sommes contre toutes les expulsions, et pas seulement celles liées à la « double peine » (expulsion après avoir purgé une peine de prison). Nous disons : **A bas les charters racistes ! Aucune expulsion ! Pleins droits de**

*citoyenneté pour tous ceux qui ont réussi à mettre les pieds dans ce pays !* Il faut noter que le reste de la gauche (LCR, JCR, LO...) a refusé de prendre position contre l'expulsion de Bouziane. Cela affaiblit considérablement la portée de ses mobilisations dans la rue pour les sans-papiers ou contre la double peine.

## La gauche française et l'occupation de l'Irak

Le pendant domestique de l'impérialisme, c'est le racisme à l'intérieur du pays, pour diviser et affaiblir la classe ouvrière. Le pendant de l'opposition agressive de la France à ses rivaux américains pendant la guerre en Irak, c'était la mise en place par Sarkozy le 3 mars 2003 des charters d'expulsions, deux semaines avant le début des opérations militaires américaines en Irak. Il ne peut pas y avoir de lutte contre l'impérialisme sans une lutte pour mobiliser la classe ouvrière contre le racisme, pour une lutte de classe *ici* contre sa propre bourgeoisie, pour la perspective d'une révolution ouvrière qui seule mettra fin au cycle infernal des guerres des capitalistes pour le pillage et le repartage du monde. Par contre, des groupes comme la LCR montrent leur programme de *collaboration de classes* de par leur appel à voter pour Chirac en 2002 et leurs appels en 2003 à la bourgeoisie française pour stopper Bush en Irak. Ils voulaient créer un mouvement antiguerre le plus large possible, et pour cela faire l'unité avec les capitalistes « antiguerre ».

Mais une telle unité signifie l'unité entre les travailleurs et leurs exploiters, entre les immigrés et ceux qui les oppriment. En ce sens il n'est pas vrai qu'une mobilisation la plus large possible, ou une mégamanifestation, sert automatiquement de raccourci ou d'accélérateur pour un regroupement de forces révolutionnaires : en propageant des illusions dans les exploiters capitalistes, de telles manifestations de collaboration de classes rabaissent encore le niveau de conscience de la classe ouvrière, et l'éloignent de la compréhension qu'elle a l'intérêt historique et la puissance sociale pour renverser la classe capitaliste par une révolution. L'année dernière nous sommes intervenus activement dans les manifestations antiguerre pour développer cette perspective lutte de classe révolutionnaire.

Les JCR, organisation de jeunesse de la LCR, se présentent en ce moment sous l'étiquette « Agir contre la guerre » (ACG) pour mobiliser le 5 juin contre la venue de Bush en France. ACG était apparu pendant la mobilisation contre la guerre en Irak ; c'étaient les JCR et les cliffistes de Socialisme par en bas (lié au SWP britannique de feu Tony Cliff) qui tiraient les ficelles d'ACG. ACG avait encore signé l'« appel unitaire » à la manifestation du 12 avril 2003 (après la fin de la guerre) qui disait : « Nous demandons au gouvernement français de prendre les initiatives nécessaires auprès des instances internationales (Assemblée générale de l'ONU, Cour internationale de justice, ...) pour condamner les Etats agresseurs ».

Un an plus tard, avec le discrédit à peu près complet de Chirac dans la classe ouvrière, ces opportunistes font entendre une autre musique. Tout le monde parle de la torture pendant la guerre d'Algérie et autres crimes de l'impérialisme français. Les JCR dénoncent « une incroyable déferlante de violences racistes contre les musulmans ». Elles déclarent carrément dans leur éditorial de mai (« red ») : « L'embargo que la France et l'ONU ont soutenu contre le peuple irakien pendant 12 ans n'était pas moins criminel que l'occupation militaire par les Etats-Unis et leurs alliés ! » C'est fort bien

## Workers Vanguard

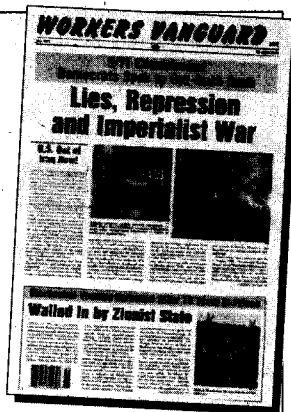
Bimensuel de la  
Spartacist League/U.S.  
(en anglais)

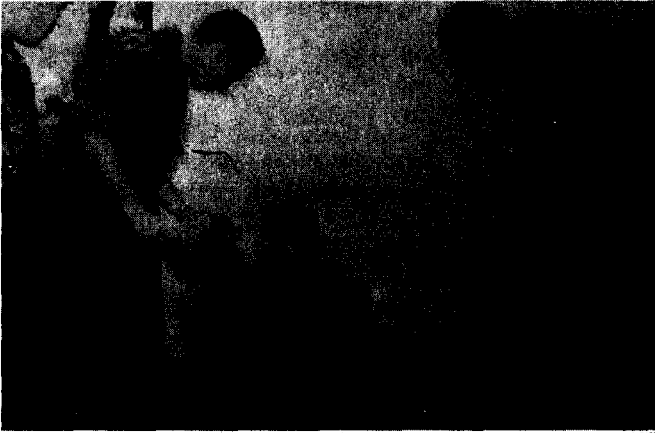
15 EUR

pour 22 numéros  
(incluant *Spartacist*  
édition anglaise et

*Black History and the Class Struggle*)

Commandes à l'adresse du *Bolchévik*





AFP

La torture a été utilisée de façon systématique par l'armée française pendant la guerre d'Algérie.

dit ; est-ce une polémique contre leur propre rôle il y a un an où dans ACG elles semaient des illusions dans l'ONU ?

Pourtant la gauche est incapable de tirer honnêtement le bilan politique du mouvement antiguerre de l'année dernière. La raison c'est que, malgré une phrase occasionnelle sur la « révolution », même les JCR ne croient pas qu'il soit réaliste de tracer une perspective de révolution socialiste. La démoralisation qui s'est répandue dans la classe ouvrière après la contre-révolution capitaliste en URSS, et qui fait croire à beaucoup que le socialisme c'est peut-être une belle idée, mais que cela ne marche pas, sert de prétexte à la gauche pour avancer un programme strictement limité à quelques réformes minimales sous le capitalisme.

Un exemple frappant c'est les listes de LO-LCR pour les élections européennes, pour lesquelles les JCR font activement campagne en prétendant qu'elles représenteraient « un point d'appui pour renforcer les luttes contre les attaques sociales qui se développent à l'échelle européenne. » Mais leur plate-forme accepte que l'Europe soit capitaliste, simplement il faut lutter pour défendre les services sociaux que les gouvernements capitalistes sont partout obligés de démanteler pas à pas pour accroître la compétitivité de leurs produits sur le marché mondial. LO-LCR contribuent ainsi à renforcer la fausse conscience dans la classe ouvrière qu'il est impossible d'en demander davantage puisque même les « trotskystes » d'« extrême gauche » en restent à des platitudes creuses. Nous disons au contraire que pour défendre les services sociaux et autres conquêtes acquises dans de dures luttes de classe, il faut résolument lutter pour élargir la conscience des travailleurs à la lutte contre le racisme, contre l'oppression des femmes, et pour en finir avec l'exploitation capitaliste elle-même une bonne fois pour toutes.

Mais LO est bien connue, et en est fière, pour sa lutte pour expulser des lycées les jeunes femmes voilées. Cela n'a pas empêché la LCR de faire un bloc politique avec LO pour une campagne électorale non-stop depuis six mois. Maintenant *Rouge*, l'hebdomadaire de la LCR, publie hypocritement une interview en dernière page de son édition du 6 mai, « Contre la guerre », de Salma Yaqoob, avec une photo d'elle portant le foulard islamique. Salma Yaqoob préside la Stop the War Coalition (Coalition pour stopper la guerre) à Birmingham, une coalition où figurent de façon proéminente les cliffistes britanniques du SWP. Heureusement que Salma Yaqoob, avec son *hidjeb*, n'est pas lycéenne à Aubervilliers : Pierre-François Grond, du Comité central de la LCR, aurait

risqué de l'exclure avec l'aide de LO, comme il l'avait fait pour Alma et Lila Lévy.

Les cliffistes français de Socialisme par en bas, qui ont passé des années dans le PS de Jospin entre 1994 et 1997, se sont fait admettre au début de l'année dans la LCR. Etant donné la lancinante campagne raciste contre les populations de culture musulmane dans les métropoles impérialistes, et la ligne officielle de la LCR sur le foulard, les cliffistes, qui ont été très actifs contre l'expulsion d'Alma et Lila Lévy, pourraient faussement donner l'impression qu'ils représentent une tendance de gauche dans la LCR par rapport à la direction réformiste cynique de Krivine/Besancenot. Pourtant rien n'est moins vrai, sans même parler de leur soutien politique à toutes sortes d'islamistes réactionnaires comme le FIS algérien dans les années 1990. Au moment de leur entrée dans la LCR en janvier dernier un dirigeant des cliffistes français, Nick Barrett, dénonçait comme « ultra-gauche » la position de la LCR de ne pas, pour une fois, faire campagne au second tour des élections pour le PS (*Discussion Bulletin Number Four*, janvier).

Non seulement le PS a dirigé le gouvernement de l'Etat capitaliste impérialiste français pendant cinq ans, y compris pendant la guerre des Balkans, mais il continue la même politique raciste dans les municipalités qu'il contrôle que lorsque Chevènement ou Vaillant, ministres des flics sous Jospin, orchestraient la campagne sécuritaire raciste, avec son cortège de jeunes tués « en essayant de fuir » les flics. Manuel Valls, maire PS d'Evry en banlieue parisienne, vient de prendre position pour exclure de leur logement HLM des familles dont les enfants auraient brûlé des voitures (voir *le Monde*, 11 mai). Ce n'est pas un hasard si les jeunes, notamment ceux issus de l'immigration nord-africaine, en butte à la discrimination et à la terreur racistes, s'identifient fortement au peuple palestinien qui leur renvoie une image terriblement agrandie de leur propre oppression.

### Pour le pouvoir ouvrier au Proche-Orient !

Nous défendons le peuple palestinien, malgré les crimes du Hamas qui a revendiqué de nombreux attentats tuant de façon indiscriminée des civils israéliens juifs et même arabes. En Palestine c'est tout un peuple qui est réprimé, enfermé, menacé de déportation en masse et de génocide. La situation en Palestine est différente de l'Irak où les impéria-

## ABONNEZ-VOUS !

# LE BOLCHEVIK

3 EUR pour 4 numéros (1 an) - (Incluant Spartacist)

Hors Europe : 4,50 EUR (avion 6 EUR)

Etranger : mandat poste International

Canada : Cdn\$5

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ CP \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre du *Bolchévik*

Ecrire au *Bolchévik*, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

listes cherchent à utiliser les chiïtes contre les sunnites, les Kurdes contre les Arabes, etc.

L'Irak n'est pas non plus le Vietnam où la résistance à la domination étrangère, combinée avec un soulèvement des ouvriers et des paysans, a réussi à renverser le capitalisme. L'Irak n'est pas une nation, mais un Etat artificiel créé par les impérialistes britanniques, et dont les frontières ont été tracées sur une feuille de papier au lendemain de la Première Guerre mondiale. Il y a des dizaines d'années, la principale force qui aurait pu faire triompher une solution à la violence intercommunautaire en Irak, le Parti communiste, a été anéantie par les trahisons du stalinisme et la répression impitoyable des régimes baasistes soutenus par les impérialistes. Aujourd'hui, le Parti communiste siège dans le « conseil de gouvernement », l'instance fantoche des Américains. Avec un Parti communiste *de facto* détruit, ne restaient qu'un nationalisme tiers-mondiste de plus en plus discrédité et l'intégrisme islamique réactionnaire.

La résistance actuelle est principalement organisée par les dirigeants tribaux et religieux des Arabes sunnites et des chiïtes, des éléments qui n'ont pas la moindre envie de bouleverser les rapports sociaux existants et qui, s'il n'y avait pas d'occupation, chercheraient tous à prendre l'ascendant sur leurs congénères ainsi que sur le Nord kurde. Les Kurdes, en tant que peuple, constituent une nation qui, outre l'Irak, est présente en Iran, en Syrie et en Turquie, et qui est animée par une juste aspiration à l'autodétermination nationale. La LCI est pour une république socialiste d'un Kurdistan unifié. Beaucoup de Kurdes irakiens considèrent aujourd'hui l'occupation américaine d'un œil favorable, car ils y voient une garantie contre une reconquête arabe. Ce sentiment s'est étendu aux Kurdes de Syrie qui ont réclamé les droits de citoyenneté dans une récente manifestation où beaucoup criaient des slogans pro-américains. Le régime syrien a réagi avec brutalité, tuant au moins onze Kurdes.

Aujourd'hui en Irak, le droit à l'autodétermination des Kurdes ne peut pas être satisfait tant qu'il est subordonné à l'occupation américaine. Pour que la lutte pour l'indépendance kurde aille de l'avant, il faut une opposition intransigeante à l'occupation. Ceci signifie nécessairement une confrontation politique avec les nationalistes kurdes de l'Union patriotique du Kurdistan et du Parti démocratique du Kurdistan qui collaborent avec l'impérialisme américain. L'histoire n'a jamais été tendre avec les Kurdes quand leurs

dirigeants se vendent à l'impérialisme. Les Etats-Unis sont opposés même à un semblant d'autodétermination pour le peuple kurde. Le dépeçage impérialiste du Kurdistan a servi non seulement à démembrer la nation kurde, mais aussi à affaiblir les Etats néocoloniaux qui ont reçu une part du butin. Et Washington est déterminé à ce que cela continue.

La présence coloniale américaine a exacerbé et attisé les récriminations entre peuples et tribus, elle continuera à le faire et cela ne peut mener qu'à des querelles intestines sanglantes. Pour que l'autodétermination kurde devienne réalité, il faudra une révolution ouvrière, dirigée par des partis prolétariens internationalistes, trotskystes, qui renverseront ces quatre régimes capitalistes, déploieront l'étendard de la libération et de la fin de l'oppression nationale pour la myriade de peuples qui constituent le Proche-Orient. Ceci, et notre combat pour l'émancipation de tous les peuples de la région, représente l'application de la théorie trotskyste de la révolution permanente, qui affirme que dans les pays à développement capitaliste retardataire, la libération nationale authentique et les autres droits démocratiques fondamentaux ne pourront être arrachés que par la révolution socialiste prolétarienne victorieuse.

Quand les Etats-Unis ont pris Bagdad, les médias américains ont passé en boucle les images montrant les chiïtes des quartiers pauvres du ghetto de Saddam City acclamant les Américains, en proie à l'illusion que les soldats américains allaient mettre fin à la répression que la majorité chiïte avait endurée sous le règne de Saddam. Saddam City fut rebaptisée Sadr City, et devint bientôt un foyer d'opposition à l'occupation américaine. Mais sous la domination cléricale les chiïtes ne peuvent qu'inverser les termes de l'oppression qu'ils avaient subie sous la domination sunnite. Sans un pouvoir prolétarien, il n'y aura aucun apaisement des antagonismes ethniques, religieux et nationaux.

Les forces chiïtes ont récemment kidnappé et menacé d'exécution trois civils japonais, parmi lesquels un jeune étudiant antiguerre qui effectuait des recherches sur les effets de l'uranium appauvri sur la population irakienne. Cette prise d'otages, qui était censée destinée à obtenir le départ des 500 soldats japonais présents en Irak, témoigne du caractère réactionnaire de la direction islamiste. Elle reflète la même conception que celle des dirigeants impérialistes américains qui infligent des punitions collectives aux peuples d'Irak. La démolition du village tzigane de Kawlia, rasé par l'« armée du Mahdi » de Moqtada Al-Sadr au motif que ce hameau accueillait des danses et des femmes « de mauvaise vie », est un témoignage supplémentaire d'une hostilité envers les « étrangers » et constitue en outre un avertissement pour les femmes irakiennes quant au sort qui les attendrait sous la férule des cléricaux chiïtes.

Dans cette situation les JCR déclarent dans leur dernier journal (« red », mai) donner un « soutien inconditionnel et critique » à la résistance. Soutien inconditionnel ? De notre côté nous ne donnons aucun soutien aux attentats devant des mosquées pour tuer des chiïtes, aux prises d'otages civils innocents, ou à d'autres actions qui sont des crimes vis-à-vis de la classe ouvrière. Nous, Ligue communiste internationale, défendons chaque coup porté aux occupants impérialistes de l'Irak mais n'accordons aucun soutien politique aux forces cléricales réactionnaires, et mettons en garde que la victoire de l'un ou l'autre de ces éléments ne pourrait avoir comme conséquence que davantage de massacres et de répression. En fait, la victoire de la révolution prolétarienne dans tout le Proche-Orient requiert une lutte contre toutes les

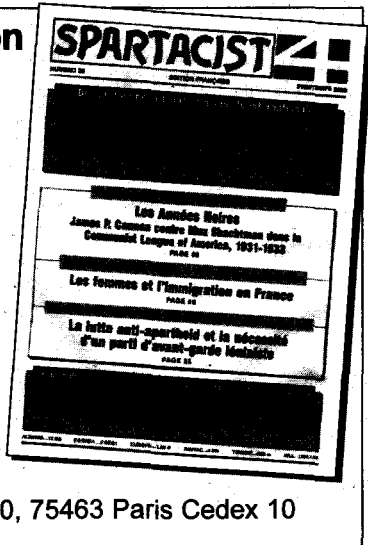
**Spartacist édition française n° 35**  
(printemps 2003)

(compris dans l'abonnement au *Bolchévik*)

**1,50 EUR**  
(56 pages)

**Commande :**

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



formes de fondamentalisme religieux, ainsi que le renversement des monarques, des généraux, des massacreurs sionistes et de tous les autres dirigeants capitalistes. Les marxistes s'emploient à mobiliser les masses opprimées derrière la puissance du prolétariat dans la lutte contre les occupations coloniales, en utilisant les mobilisations ouvrières (grèves, boycotts des cargaisons militaires et des transports de troupes) au service d'une perspective révolutionnaire contre les forces d'occupation impérialistes et la bourgeoisie locale. Nous sommes politiquement hostiles à toute autre stratégie étrangère à nos objectifs prolétariens.

Les JCR déclarent correctement qu'« il n'y a pas d'autres forces que les travailleurs et les pauvres en Irak qui puissent réellement conduire le pays à s'émanciper de la domination étrangère » (« red », mai). Ils dénoncent la politique du Parti communiste irakien dans les années 1950 « de s'associer avec une soi-disant "aile progressiste" de la bourgeoisie irakienne » (« red », mai). De fort belles paroles, mais qui prêtent à sourire quand on se rappelle que la LCR (organisation mère à laquelle les JCR sont « politiquement subordonnées ») s'était associée avec la soi-disant aile antiguerre de la bourgeoisie française impérialiste.

### Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique

Nous communistes nous dénonçons la torture et le meurtre impérialistes comme des méthodes barbares d'oppression. Nous avons pour but de libérer la classe ouvrière et tous les opprimés de l'exploitation et de l'inégalité, et nous répudions de telles méthodes. La politique militaire communiste cherche à unifier les travailleurs et les peuples opprimés par-delà les frontières nationales, en écrasant les classes dirigeantes qui poussent les populations à mener la guerre l'une contre l'autre. Le marxisme est prolétarien, internationaliste et révolutionnaire. Il a trouvé sa plus haute expression pratique à ce jour dans la Révolution bolchévique de 1917. L'expérience historique de l'Armée rouge de Trotsky, dans les conditions de la guerre civile et d'une invasion impérialiste, représente une réfutation frappante de l'idée que la torture et autres atrocités sont inhérentes à toutes les armées.

En 1920 l'armée de la Pologne capitaliste, dirigée par un homme fort nationaliste, Jozef Pilsudski, et soutenue par les impérialistes (notamment français, avec la présence du jeune de Gaulle comme conseiller militaire), avait envahi l'Ukraine soviétique. En avril l'Armée rouge lança une contre-offensive victorieuse, et Léon Trotsky, chef de l'Armée rouge, lança l'ordre suivant :

« De tous les secteurs des fronts ouest et sud-ouest arrivent des rapports d'atrocités inouïes commises par les forces des Gardes blancs polonais contre des prisonniers et des blessés de l'Armée rouge. Ils sont torturés, battus, fusillés ou pendus. [...] Ces faits suscitent une colère et un désir justifié de vengeance dans le cœur de chaque combattant. Une telle vengeance est juste. Mais elle doit être dirigée contre ceux qui sont réellement responsables pour les attaques méprisables et les atrocités brutales – contre le gouvernement de Pilsudski, contre les propriétaires fonciers polonais et contre la bourgeoisie

polonaise. Il serait cependant erroné et indigne de combattants révolutionnaires de se venger sur des prisonniers polonais. Non, l'Armée rouge se montrera magnanime envers l'ennemi capturé et blessé.

« Nous expliquerons le caractère criminel de ses classes dirigeantes au soldat de la Légion polonaise que nous aurons capturé, qu'il s'agisse d'un paysan ou d'un ouvrier. Nous éclairerons son esprit et ferons de lui notre meilleur ami et camarade d'idées, exactement comme nous l'avons fait avec nos prisonniers de guerre allemands, autrichiens, hongrois, koltchakistes, dénikinistes [des gardes blancs russes contre-révolutionnaires] et autres. »

– « La guerre avec la Pologne », *Ecrits militaires* de Trotsky (1920)

Bien sûr, de telles atrocités se produisirent quand même du côté de l'Armée rouge, comme l'a montré l'écrivain Isaac Babel qui avait pris part à la campagne de Pologne de 1920 avec la « Cavalerie rouge ». Dans son histoire *Argamak*, Babel raconte : « Le cosaque Tikhomolov avait tué sans autorisation deux officiers prisonniers... Le chef d'escadron Baulin choisit une punition plus sévère que tout ce qu'un tribunal aurait pu infliger : il prit à Tikhomolov son étalon et renvoya Tikhomolov dans les charrettes de transport. »

Tous les yeux sont tournés aujourd'hui vers les crimes de l'impérialisme US en Irak, mais il faut se rappeler comment l'année dernière Chirac avait utilisé la haine justifiée contre les préparatifs de guerre contre l'Irak, pour créer une atmosphère d'« unité nationale » avec la diplomatie française contre Bush, et pour, grâce à elle, mettre en place début mars 2003 la politique des charters d'expulsions racistes, et à la suite l'attaque en règle contre les retraites. Ce n'est pas en voulant jouer un impérialisme capitaliste (le sien) contre un autre qu'on pourra arrêter la guerre et la torture. Le système capitaliste est basé sur l'exploitation de la classe ouvrière ; c'est un système qui renforce l'oppression raciste, et un système qui engendre les guerres de conquête pour les marchés capitalistes, indépendamment de qui dirige l'appareil d'Etat capitaliste : Républicain ou Démocrate, gaulliste ou social-démocrate. Notre but c'est de forger le parti ouvrier révolutionnaire multiethnique qui balayera cette classe capitaliste assoiffée de sang et qui remettra la richesse du pays et du monde entre les mains des travailleurs qui la créent, au service de toute l'humanité. ■

### Disponible en chinois :

Allemagne 1989-1990 :  
Révolution politique ouvrière ou  
contre-révolution capitaliste

Le « socialisme de marché »  
et l'héritage de Mao  
Où va la Chine ?

Révolution permanente contre  
« front unique anti-impérialiste »  
Les origines du trotskysme chinois

0,50 EUR par brochure



Pour commander,  
écrire au : Bolchévik,  
BP 135-10,  
75463 Paris Cedex 10

# Chine...

Suite de la page 24

recherchant la conciliation avec l'impérialisme au niveau international. Nous sommes pour une **révolution politique prolétarienne** qui placera le pouvoir politique aux mains de conseils ouvriers et paysans. La tâche urgente du prolétariat chinois est de construire un parti léniniste-trotskyiste, partie intégrante d'une Quatrième Internationale reforgée, pour préparer et diriger cette révolution politique, à la tête des masses laborieuses, en canalisant les luttes spontanées et localisées des travailleurs vers la conquête du pouvoir politique.

## Le PCC est-il en train de restaurer le capitalisme en Chine ?

Depuis l'introduction par le régime de Deng, au début des années 1980, des « réformes » économiques orientées vers le marché, un courant de plus en plus influent dans l'opinion bourgeoise occidentale soutient que le Parti communiste lui-même est en train de restaurer graduellement le capitalisme en Chine, tout en maintenant un contrôle étroit sur le pouvoir politique. Cette position s'est exprimée largement et bruyamment fin 2002, quand le 16<sup>e</sup> Congrès du PCC a légitimé l'adhésion au parti d'entrepreneurs capitalistes. « La Chine tourne le dos au communisme pour rejoindre la longue marche des capitalistes » – ce titre du *Guardian* de Londres (9 novembre 2002) était tout à fait représentatif de ce qu'on pouvait lire dans la presse occidentale.

En fait, ce congrès n'a pas introduit de changement significatif ni dans la composition sociale du PCC, qui après tout a 66 millions de membres, ni dans son idéologie fonctionnelle. D'après un recensement officiel, sur les deux millions de propriétaires d'entreprises privées que compte la Chine, 600 000 sont membres du parti, et ce depuis un bon bout de temps. L'écrasante majorité d'entre eux sont des cadres d'entreprise, membres de longue date du PCC, qui ont repris les petites entreprises d'Etat qu'ils dirigeaient, quand elles ont été privatisées ces dernières années.

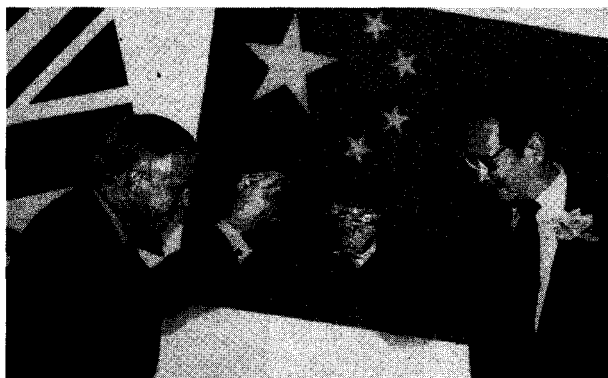
Certains groupes qui se prétendent frauduleusement trotskystes ont accepté l'idée, maintenant dominante dans les cercles bourgeois occidentaux, que la « voie capitaliste » a triomphé de façon décisive chez les gouvernants chinois. Commentant le 16<sup>e</sup> Congrès du PCC, la tendance dirigée par

Peter Taaffe et principalement basée en Grande-Bretagne écrivait : « La Chine est sur la voie d'une restauration capitaliste complète, mais la clique dirigeante tente de le faire graduellement et en préservant son contrôle autoritaire répressif » (*Socialist*, 22 novembre 2002). En qualifiant le gouvernement chinois de régime « autoritaire » favorable à la restauration capitaliste, les taaffistes et leurs semblables peuvent justifier leur soutien aux forces anticommunistes en Chine soutenues par l'impérialisme, au nom de la promotion de la « démocratie », tout comme ils avaient soutenu la contre-révolution « démocratique » de Boris Eltsine en URSS en 1991.

En affirmant que la Chine continue à être une expression bureaucratiquement déformée du pouvoir d'Etat prolétarien, nous ne nions pas ni ne minimisons le poids social croissant tant des nouveaux entrepreneurs capitalistes en Chine continentale que de la vieille bourgeoisie chinoise établie à Taïwan et à Hongkong. Beaucoup de hauts responsables du gouvernement et/ou du parti ont un fils, un petit frère, un neveu – ou, dans le cas du président chinois Hu Jintao, un beau-frère – qui est un homme d'affaires privé.

Néanmoins, le pouvoir politique de l'essentiel de la bureaucratie stalinienne de Pékin continue à être basé sur le noyau d'éléments collectivisés de l'économie chinoise. De plus, la politique économique du régime du PCC est toujours contrainte par la peur d'une agitation sociale – en particulier ouvrière – qui pourrait le renverser. C'est ce qui a failli arriver en 1989, quand des manifestations principalement étudiantes pour la libéralisation politique et contre la corruption ont déclenché une révolte ouvrière spontanée, qui a été ensuite réprimée dans le sang par des unités de l'armée loyales au régime. (Pour un récit détaillé de cette révolution politique prolétarienne embryonnaire, voir « Dix ans après Tiananmen – Chine : combattez la restauration capitaliste ! Pour la révolution politique ouvrière ! », *Workers Vanguard* n° 714 et n° 715, 28 mai et 11 juin 1999.)

Une contre-révolution capitaliste en Chine (comme en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS) s'accompagnerait de l'écroulement du bonapartisme stalinien et de l'éclatement politique du Parti communiste au pouvoir. La politique économique du régime stalinien de Pékin qui encourage l'entreprise capitaliste (entraînant un glissement à droite de la posture idéologique officielle de la bureaucratie) renforce de plus en plus les forces sociales qui donneront naissance à des factions et partis soutenus par l'impérialisme et ouvertement



South China Morning Post

Quelques mois avant la restitution de Hongkong à la Chine, Chris Patten, le dernier gouverneur colonial britannique, trinque avec un officiel chinois (à gauche).

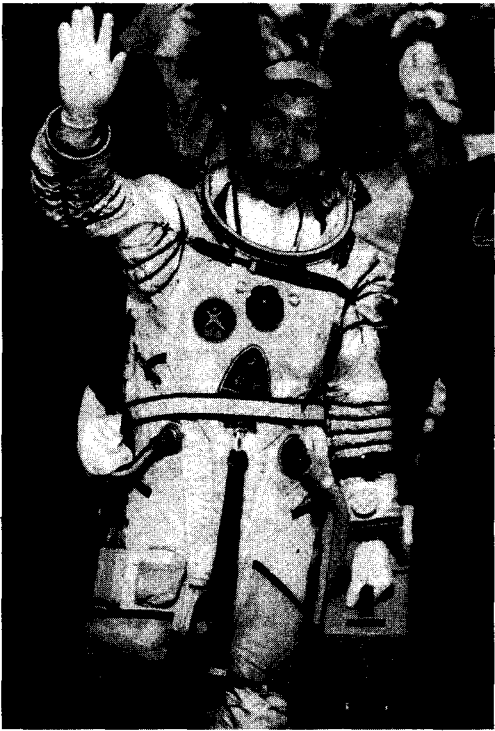
Lors de la manifestation anticommuniste à Hongkong le 1<sup>er</sup> juillet 2003 qui a rassemblé 500 000 personnes contre la proposition de loi sur la « sécurité », des manifestants brûlent un drapeau communiste (à droite).



Economist



Reuters



Le cosmonaute chinois Yang Liwei. En octobre dernier, la Chine est devenu le troisième pays au monde à lancer un homme dans l'espace.

contre-révolutionnaires, quand le PCC ne pourra plus maintenir son monopole actuel du pouvoir politique. On peut voir cela clairement aujourd'hui dans l'enclave capitaliste de Hongkong, le seul endroit en RPC où existent des partis d'opposition bourgeois. L'été dernier, le Democratic Party de Hongkong a organisé des mobilisations de masse anticommunistes ouvertement soutenues par l'administration Bush à Washington et par ses partenaires subalternes à Londres (voir « Hongkong : expropriez la bourgeoisie ! », *le Bolchévik* n° 166, décembre 2003).

Sujian Guo, un intellectuel chinois réactionnaire émigré vivant aux Etats-Unis, a publié un article intéressant dans le *Journal of Contemporary China* (août 2003) où il exprimait son désaccord avec la position que la Chine est déjà devenue capitaliste, ou est en passe de le devenir à brève échéance (« The Ownership Reform in China : What Direction and How Far ? » [La réforme de la propriété en Chine : dans quelle direction et jusqu'où ?]). D'après la notice biographique, Guo est un « ancien analyste politique pour le comité central du parti en Chine ». Conformément à ses penchants idéologiques actuels, Guo minimise le développement des éléments capitalistes dans l'économie chinoise et estime que les hauts dirigeants du PCC continuent à croire au socialisme, au moins dans le long terme historique. Mais ce partisan anticommuniste du capitalisme de « libre marché » comprend une vérité fondamentale qui a échappé à la plupart des militants de gauche, y compris à ceux qui se proclament marxistes :

« Comment privatiser une telle masse de propriété d'Etat dans le cadre du système et de la structure politiques existants est véritablement problématique et techniquement irréalisable. L'expérience d'autre pays ex-communistes a montré qu'il n'y a pas un seul exemple de privatisation réussie avec un parti communiste qui reste au pouvoir et dont le système politique reste intact » [souligné dans l'original].

Les dirigeants du PCC, eux aussi, ont étudié ce qui s'est passé dans les « démocraties populaires » d'Europe de l'Est et dans l'ex-URSS à la fin des années 1980 et au début des

années 1990. Ils en ont tiré leurs propres leçons et agissent en conséquence. Ils ont aussi tiré des leçons de la révolte de Tiananmen en 1989 qui a menacé de provoquer leur propre chute. Ils étaient déterminés à ce qu'il n'y ait aucune libéralisation politique, même au niveau universitaire/intellectuel. Le régime de Jiang Zemin, qui a succédé à Deng à la mort de ce dernier en 1997, a réussi à empêcher l'apparition de toute faction d'opposition dans le parti dirigeant stalinien qui, historiquement, en avait pourtant connu une bonne quantité. Il ne semble y avoir aucun mouvement ou milieu dissident significatif en Chine continentale, que ce soit sur la droite ou sur la gauche de la direction centrale du PCC.

## La dernière illusion du stalinisme chinois

Les taux de croissance élevés qu'a connus la Chine ces dernières années – qui plus est en plein milieu d'une récession capitaliste mondiale généralisée – ont engendré un triomphalisme certain parmi la direction et les cadres du PCC, ainsi que dans l'intelligentsia affiliée. On entendrait assurément un tout autre son de cloche chez les millions d'ouvriers licenciés des entreprises d'Etat, les migrants ruraux qui affluent des campagnes et les paysans pauvres qui survivent péniblement

sur de minuscules lopins de terre avec un outillage agricole rudimentaire. Mais parmi les intellectuels chinois dont les opinions politiques sont conformes à la ligne officielle, on entend de plus en plus affirmer l'idée que leur pays a réussi à trouver une voie médiane entre l'anarchie du capitalisme de « libre marché » et les rigidités de l'« économie de commandement » stalinienne à l'ancienne.

Dans leur jeunesse, Jiang Zemin, Hu Jintao et Cie adhéraient sans nul doute à la doctrine maoïste-stalinienne selon laquelle la Chine était en train de « construire le socialisme » sans aide, par ses propres efforts. Ils considèrent aujourd'hui tout cela comme le produit d'une « pensée dogmatique », et se considèrent comme des réalistes à la tête froide confrontés au reste du monde tel qu'il est réellement, et qui agissent en conséquence. Néanmoins Jiang, Hu et leurs acolytes sont la proie de délires de grandeur qui dépassent même les élucubrations les plus échevelées du président Mao.

Les dirigeants actuels du PCC croient qu'ils peuvent moderniser la Chine, la transformer en grande puissance – en faire même la superpuissance mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle – par une intégration toujours plus poussée dans l'économie capitaliste mondiale. Ils croient véritablement qu'ils peuvent contrôler et manipuler la Citibank, la Deutsche Bank et la Banque de Tokyo-Mitsubishi pour que celles-ci les aident à développer la Chine de sorte qu'en une génération ou deux elle surpasserait les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon. Alors qu'ils croient qu'ils transforment la Chine en superpuissance mondiale, ils ouvrent en fait la voie au recul de la Chine à l'ère pré-révolutionnaire de l'asservissement impérialiste sans limites.

La montée du bellicisme impérialiste envers la Chine depuis l'écroulement de l'Union soviétique est une preuve suffisante que les bourgeoisies mondiales ne toléreront pas les ambitions de grande puissance de la bureaucratie de Pékin. Pendant la dernière décennie, le Pentagone a redéployé une proportion significative de ses forces militaires vers l'Extrême-Orient, tout en poursuivant ses plans de « bouclier antimissiles ballistiques ». Du fait de leur incur-

sion en Afghanistan et en Asie centrale, ainsi que du renforcement de leur présence militaire aux Philippines et dans d'autres zones, les Etats-Unis ont renforcé de façon significative leur étai militaire autour de la Chine. En adhérant à la « guerre contre le terrorisme » américaine, Pékin n'a fait qu'encourager l'impérialisme US dans sa campagne contre-révolutionnaire. La direction chinoise a aussi rejoint la croisade contre le programme d'armes nucléaires de la Corée du Nord. C'est une trahison nationaliste qui met en danger l'Etat ouvrier déformé chinois lui-même ; une contre-révolution capitaliste en Corée du Nord ne ferait qu'encourager les forces de la restauration capitaliste qui ont pour cible la Chine.

Certes, les staliniens au pouvoir en Chine ne restent pas impassibles face à l'encerclement militaire américain : en témoigne leur réaction vigoureuse à la provocation d'un avion-espion américain en 2001. Le régime du PCC a aussi résisté aux exigences américaines d'imposer un embargo économique contre l'Etat ouvrier déformé nord-coréen. Mais le rêve utopique des staliniens qu'il pourrait y avoir une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme ne peut qu'endormir la vigilance des masses chinoises et saper la défense de leur Etat ouvrier.

L'alternative à une contre-révolution sanglante, soutenue par l'impérialisme, c'est une révolution politique prolétarienne. Depuis plusieurs années, il y a eu un peu partout des mobilisations populaires et des luttes ouvrières de grande ampleur, en particulier autour des licenciements massifs dans les entreprises industrielles d'Etat. A ce jour, par une combinaison de répression et de concessions, le régime a réussi à les contenir au niveau d'actions économiques localisées. Toutefois la Chine est, à la base, une *société profondément instable*. Tôt ou tard, les tensions sociales explosives vont faire voler en éclats la structure politique de la caste bureaucratique dirigeante. Et quand cela se produira, le sort du pays le plus peuplé sur cette terre se jouera dans l'alternative suivante : révolution politique prolétarienne pour ouvrir la voie au socialisme, ou esclavage capitaliste et joug impérialiste.

L'issue de cette formidable bataille aura une signification déterminante pour les masses laborieuses non seulement de Chine, mais du monde entier. Tout comme avec la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, la restauration du capitalisme en Chine encouragerait davantage encore les impérialistes à s'en prendre à leurs propres ouvriers et aux peuples semi-coloniaux dans le monde entier. Elle exacerberait aussi les rivalités entre impérialistes pour savoir qui exploitera la Chine, amenant la planète toujours plus près d'une nouvelle guerre mondiale interimpérialiste. Ceci souligne l'obligation pour le prolétariat international de prendre position pour la défense des acquis de la Révolution chinoise. D'un autre côté, une révolution politique menée sous la bannière de l'internationalisme prolétarien ébranlerait véritablement le monde.

Un gouvernement des conseils ouvriers et paysans exproprierait sans compensation les capitalistes chinois – de Chine continentale et de l'extérieur – et les investisseurs occidentaux et japonais qui possèdent des centaines de milliards de dollars de richesses productives. Il rétablirait une économie centralement planifiée et gérée – y compris le monopole du commerce extérieur –, gouvernée non pas suivant le « commandisme » arbitraire d'une caste bureaucratique opaque (qui a produit des désastres comme le « grand bond en avant » de Mao), mais par la démocratie prolétarienne la plus large.



Magnum

L'alliance antisoviétique de Mao avec l'impérialisme US, scellée lors d'une réunion à Pékin en 1972 avec le criminel de guerre Nixon, a favorisé la politique d'ouverture à la pénétration impérialiste en Chine.

De telles mesures provoqueraient une intense hostilité impérialiste, tant militaire qu'économique (par exemple un embargo économique). Mais parmi les travailleurs et les opprimés du monde entier, y compris dans les centres impérialistes, elles susciteraient une sympathie et une solidarité immenses.

Imprégnés des prêches staliniens du « socialisme dans un seul pays », les ouvriers chinois, même les plus à gauche, considèrent peut-être la perspective d'une révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés comme lointaine ou utopique. Mais une révolution politique prolétarienne en Chine balayerait le climat idéologique de la « mort du communisme » propagé par la bourgeoisie depuis la destruction de l'Union soviétique. Elle radicaliserait le prolétariat du Japon, bastion industriel de l'Extrême-Orient. Elle déclencherait une lutte pour la réunification révolutionnaire de la Corée – par une révolution politique dans le Nord meurtri et une révolution socialiste au Sud – et son écho résonnerait parmi les masses d'Asie du Sud, d'Indonésie et des Philippines saignées à blanc par l'austérité impérialiste. Elle réveillerait les travailleurs de Russie, accablés par une décennie de paupérisation capitaliste.

C'est seulement par le renversement du pouvoir de classe capitaliste au niveau international, et en particulier dans les centres impérialistes d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et du Japon, qu'une modernisation de la Chine dans tous les domaines pourra être réalisée, dans le cadre d'une Asie socialiste. C'est pour fournir au prolétariat la direction nécessaire dans ces luttes que la LCI cherche à reforcer la Quatrième Internationale de Trotsky – le parti mondial de la révolution socialiste.

### Les éléments collectivistes, noyau de l'économie chinoise

La direction du PCC décrit officiellement la Chine comme une « économie de marché socialiste ». Ce sont les aspects « socialistes » (c'est-à-dire collectivistes) qui sont responsables des évolutions économiques *positives* des dernières années en Chine : le développement considérable de l'infrastructure (par exemple les équipements urbains, les canaux, les voies ferrées et le projet du barrage géant des

Trois Gorges), le fait que la Chine a réussi à négocier la crise économique-financière de 1997-1998 en Extrême-Orient, et ensuite une récession capitaliste mondiale. Et ce sont les aspects de marché de l'économie de la Chine qui sont responsables des évolutions *négatives* – l'écart toujours croissant entre riches et pauvres, la paupérisation d'une fraction importante et croissante de la population, des dizaines de millions d'ouvriers licenciés par les entreprises d'Etat, l'armée de migrants pauvres dans les villes qui ne peuvent plus gagner leur vie à la campagne.

En Chine aujourd'hui, les éléments qui constituent le noyau collectivisé de l'économie restent dominants, mais pas d'une manière stable et cohérente du fait d'une interaction perpétuellement changeante entre des arrangements institutionnels et des politiques gouvernementales contradictoires. En 2001, les entreprises d'Etat et les entreprises partiellement contrôlées par l'Etat (sociétés par actions) représentaient 57 % de la valeur totale de la production industrielle chinoise (*China Statistical Yearbook* [2002]). Mais cette simple statistique masque la *place stratégique* de l'industrie d'Etat. Le secteur privé (incluant les entreprises étrangères) est constitué principalement d'industries légères utilisant beaucoup de main-d'œuvre et peu d'équipements lourds. L'industrie lourde, les secteurs de haute technologie, la production d'armements modernes, sont essentiellement concentrés dans les entreprises d'Etat. Ce sont ces entreprises qui ont permis à la Chine d'envoyer un homme dans l'espace. Plus important encore, c'est l'industrie d'Etat qui a permis à la Chine de construire un arsenal nucléaire et des missiles à longue portée pour tenir en respect la menace d'une première frappe nucléaire brandie par les impérialistes américains.

Toutes les grandes banques de Chine sont propriété d'Etat. Presque toute l'épargne des ménages – estimée à *mille milliards de dollars* – est déposée dans les quatre principales banques de dépôts possédées par l'Etat. Le contrôle exercé par le gouvernement sur le système financier est un élément crucial pour maintenir et augmenter la production dans l'industrie d'Etat et pour le développement global du secteur d'Etat.

Entre 1998 et 2001, les dépenses gouvernementales en Chine sont passées de *12 à 20 %* du produit intérieur brut. La part la plus importante des dépenses de l'Etat, et celle



Apo Leong

Travailleuses chinoises s'exténuant dans une usine de chaussures de la "zone économique spéciale" de Shenzhen.

qui a crû le plus vite, ce sont les investissements dans les infrastructures, qui ont augmenté de *81 %* au cours de ces trois années. De plus, ceci s'est produit à un moment où le monde capitaliste tout entier – y compris les pays les plus riches d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest – était soumis à l'*austérité fiscale*. Le total des dépenses prévues pour la construction d'un réseau de canaux d'irrigation entre le fleuve Yangzi et le fleuve Jaune, dans le nord du pays, s'élève à 59 milliards de dollars. 42 autres milliards de dollars doivent être consacrés à l'extension du réseau des chemins de fer d'Etat. En comparaison, l'année dernière le total des investissements étrangers en Chine, toutes sources confondues, était de 53 milliards de dollars.

Le fait que le système financier soit toujours propriété d'Etat a permis jusqu'à maintenant au régime de Pékin de contrôler en fait (pas totalement toutefois) le flot des capitaux qui entrent et sortent de Chine continentale. La devise chinoise, le yuan (appelé aussi renminbi), n'est pas convertible ; elle n'est pas échangée (légalement) sur les marchés des changes internationaux. La convertibilité limitée du yuan a protégé la Chine des mouvements volatils de capitaux à court terme (les capitaux spéculatifs), qui ravagent périodiquement les économies des pays néocoloniaux du tiers-monde, de l'Amérique latine à l'Extrême-Orient.

En outre, le régime de Pékin maintient depuis un an un yuan de plus en plus sous-évalué (du point de vue du « marché libre »), au grand déplaisir des capitalistes américains, européens et japonais. Un pays capitaliste-impérialiste de deuxième zone comme la Grande-Bretagne n'aurait pas pu contrôler comme l'a fait la Chine le taux de change de sa monnaie sur les marchés mondiaux. En quelques mois, à moins que ce ne soit en quelques semaines, les capitaux spéculatifs auraient afflué à la City de Londres, provoquant une revalorisation de la livre, avec ou sans la volonté ou l'action du gouvernement Blair.

C'est précisément les éléments collectivistes constituant le noyau de l'économie chinoise décrits plus haut que les forces de l'impérialisme mondial veulent éliminer ou démanteler. Leur but ultime est de faire de la Chine un immense atelier de surexploitation de main-d'œuvre sous une férule néocoloniale. Jonathan Anderson, l'« expert » sur la Chine de Goldman Sachs, une banque d'investissements de Wall Street, affirme que « le fond de l'affaire, c'est que la Chine est en train de devenir une plate-forme manufacturière pour le reste du monde dans le domaine des produits bas de gamme, utilisant beaucoup de main-d'œuvre. Contrairement aux craintes actuelles, le reste du monde est en train de devenir une plate-forme manufacturière pour la Chine dans le domaine des produits haut de gamme, à forte concentration de capital » (*The Financial Times*, 25 février 2003). L'homme de Goldman Sachs projette ici sur la réalité économique chinoise actuelle les plans de Wall Street pour l'avenir de ce pays.

L'abandon par la bureaucratie de Pékin du strict monopole d'Etat sur le commerce extérieur contribue toutefois à faciliter les plans de Wall Street. Malgré sa croissance rapide au cours des dernières années, l'économie chinoise est arriérée même en comparaison avec des puissances capitalistes et impérialistes de moindre importance. Il y a une quantité spectaculaire de nouveaux bâtiments en construction à Pékin, avec des grues partout. Mais comme l'a expliqué à *Workers Vanguard* un camarade qui a récemment visité la Chine, « Il y a toujours beaucoup de monde dans les équipes de construction, et pas grand chose en termes d'équipements de terrassement, à part des brouettes et des pioches. Une



fois, dans la périphérie de Pékin, j'ai vu une trentaine de gars occupés à construire un mur de briques d'un mètre de haut, avec deux charrettes tirées par des chevaux remplies de briques ».

Les exportations de la Chine vers les Etats-Unis et les autres pays occidentaux continuent à s'accroître à une vitesse record, mais elles sont en grande partie composées de produits manufacturés et de biens de consommation issus de l'industrie légère à bas salaires et de faible valeur, tels que vêtements, jouets et appareils ménagers. Comme le souligne Jonathan Anderson, la croissance du produit industriel brut de la Chine entre 1993 et 2002 – qui est passé de 480 à 1 300 milliards de dollars – a été presque complètement compensée par l'augmentation de ses achats de produits industriels, c'est-à-dire de machines et de biens d'équipement.

Face aux économies des USA, du Japon et de l'Europe de l'Ouest, l'industrie chinoise, avec sa productivité du travail relativement basse, ne peut pas être compétitive sur le marché mondial. Ce que Trotsky écrivait pour réfuter la doctrine stalinienne du « socialisme dans un seul pays » en Union soviétique s'applique pleinement à la Chine d'aujourd'hui :

« Par les chiffres des exportations et des importations, le monde capitaliste nous montre qu'il a, pour réagir, d'autres armes que l'intervention militaire. Dans les conditions du marché, la productivité du travail et du système social dans son ensemble étant mesurée par le rapport des prix, l'économie soviétique est sous la menace bien davantage d'une intervention de marchandises capitalistes à bon marché que d'une intervention militaire. »

– *L'Internationale communiste après Lénine* (1928)

L'arme principale dont dispose un Etat ouvrier nationale-ment isolé et relativement arriéré économiquement contre l'invasion des biens à meilleur marché, c'est le monopole d'Etat du commerce extérieur – c'est-à-dire le strict contrôle des importations et des exportations par le gouvernement (pour plus de détails, voir « La Chine secouée par des manifestations ouvrières », deuxième partie, *le Bolchévik* n° 161, automne 2002). Mais la réponse ultime à l'arriération économique de la Chine, et la seule voie vers une société socialiste – c'est-à-dire sans classes et égalitaire – passe par une révolution socialiste mondiale et l'intégration du pays dans une *économie internationalement planifiée*.

## La stratégie économique des impérialistes pour la restauration capitaliste

Examinons le programme d'approfondissement des « réformes » économiques en Chine préconisé par les représentants et les porte-parole de l'impérialisme mondial, principalement américain. Ce programme a été résumé dans un rapport sur la Chine rédigé il y a quelques années par la Banque mondiale, dont le siège est à Washington : « La recommandation la plus importante est un changement dans le rôle du gouvernement, qui doit cesser d'être un contrôleur et un producteur pour devenir l'architecte d'un type de système plus auto-régulé et auto-ajusté. »

En tête de liste figure la « recommandation » que les banques étatisées coupent les crédits aux entreprises d'Etat déficitaires et imposent des taux d'intérêt plus élevés et des conditions de remboursement plus drastiques aux entreprises qui font des profits. Une telle politique d'« argent cher », si elle était adoptée par les banques chinoises, jetterait des millions d'ouvriers supplémentaires sur le pavé. Et elle démantèlerait de façon permanente une grande partie de l'industrie moderne des biens d'équipement en Chine, à

forte concentration de capital (comme les machines-outils, les biens d'équipement électriques lourds, les machines agricoles, celles destinées à l'industrie du bâtiment).

A un niveau plus fondamental, les capitalistes occidentaux et japonais veulent remplacer les banques étatisées de Chine par leurs banques à eux. L'ouverture du système financier chinois aux banques étrangères conduirait à des sorties massives de fonds, car les banques chinoises ne peuvent pas offrir les taux d'intérêt élevés qu'on peut obtenir sur les marchés financiers internationaux. Une large part du surplus économique dégagé en Chine serait recanalised vers les banques de Wall Street, de la City de Londres, de Francfort et de Tokyo. Cet argent serait ensuite utilisé pour acheter des actions et des obligations émises par les sociétés et aussi les gouvernements dans les Etats impérialistes américain, européens et japonais. L'épargne des ouvriers et des travailleurs ruraux chinois contribuerait littéralement à payer les missiles du Pentagone braqués contre la Chine ! Et de fait, la bureaucratie traître de Pékin – et c'est un véritable crime contre le peuple chinois – achète aujourd'hui avec ses énormes réserves de devises des bons du trésor américains, et promet d'en acheter davantage.

Ces dernières années, les officines du capital financier international, comme le Fonds monétaire international, « conseillent » au gouvernement chinois de réduire son déficit budgétaire en réduisant notamment ses investissements dans les infrastructures. Aller dans le sens de ce genre d'austérité fiscale détruirait le gagne-pain de beaucoup parmi les plus pauvres et les plus défavorisés des travailleurs chinois. Le secteur du bâtiment, à Shanghai, Pékin et ailleurs, emploie principalement des migrants venus de la campagne. Les grands projets intérieurs (construction de canaux, pose de voies ferrées) emploient des paysans et des villageois pauvres. De plus, réduire ce genre de projets aurait pour effet de *retarder et inverser* le développement économique de la Chine. L'extension du réseau de chemins de fer, par exemple, est absolument essentielle pour relier économiquement les provinces côtières les plus riches et les régions économiquement plus arriérées de la Chine centrale et occidentale.

Ces derniers mois, la principale revendication économique adressée par les cercles dirigeants américains, européens et japonais au gouvernement chinois a été la réévaluation du yuan. Augmenter les prix des produits manufacturés chinois sur les marchés mondiaux réduirait fortement la valeur et le volume des exportations chinoises. Beaucoup d'entreprises privées et étatisées seraient contraintes de licencier des ouvriers, de réduire la production, et dans certains cas feraient faillite.

Derrière la pression actuellement exercée par les bourgeoisies américaine, européennes et japonaise se profile une attaque plus fondamentale contre le système financier étatisé chinois. Les impérialistes veulent forcer le régime de Pékin à rendre le yuan totalement convertible, afin d'ouvrir sans restriction la Chine à la pénétration financière des banques de Wall Street, de Francfort et de Tokyo.

## Les privatisations : apparence et réalité

Au cours des deux dernières décennies, une part importante de l'industrie d'Etat – qu'on la mesure par le nombre d'entreprises, la main-d'œuvre employée ou le volume de la production – a été privatisée. La plupart des petites entreprises ont été simplement vendues à des individus, en règle générale aux cadres qui les géraient. Mais les entreprises de

plus grande taille ont été « privatisées » à travers un système d'actionnariat. Quand la Chine a ouvert sa première Bourse il y a une dizaine d'années, la plupart des médias occidentaux ont applaudi cet événement comme une preuve incontestable que la Chine « communiste » avait accompli un pas décisif sur la voie du capitalisme. Mais que s'était-il réellement passé ?

Parmi les 1 240 sociétés cotées dans les deux principales Bourses chinoises le gouvernement détient la majorité des actions pour certaines d'entre elles et une part minoritaire mais substantielle pour d'autres. Mais même dans ce dernier cas, elles restent de fait contrôlées par le gouvernement, parce que le PCC a conservé un monopole du pouvoir politique. Il n'y a pas de démocratie ouvrière en Chine – mais pas davantage de démocratie des actionnaires. Un actionnaire d'une société donnée qui serait mécontent et suffisamment téméraire pour organiser une révolte afin de chasser la direction en place, généralement cadre du PCC avec de bonnes relations politiques, se retrouverait très rapidement dans un endroit extrêmement déplaisant.

Les actionnaires des sociétés chinoises n'ont *pas* de droits de propriété au sens capitaliste et occidental du terme. Ils ont le droit aux revenus procurés par leurs actifs financiers, et ils peuvent vendre leurs actions en réalisant, s'ils sont suffisamment malins ou chanceux, un profit net par rapport au prix d'achat. Mais ils ne peuvent pas déterminer ni même influencer la politique ou la gestion de l'entreprise. Celles-ci sont déterminées par des pressions politiques et économiques diverses et souvent conflictuelles.

Un exemple clair est fourni par Golden Summit, une entreprise de cimenterie de Leshan, dans la province du Sichuan, dans l'extrême ouest du pays. Fondée à la fin des années 1980, Golden Summit a été introduite en Bourse de Shanghai au début des années 1990. Elle se révéla une affaire tout à fait rentable. En 1997, le directeur de l'entreprise, Gu Song, occupait également le poste de secrétaire-adjoint du PCC de Leshan (une situation assez courante). A ce double titre, il organisa la prise de contrôle par Golden Summit de l'aciérie Dadu River Steel, une entreprise d'Etat de la ville qui, toutefois, perdait de l'argent. De toute évidence, cette acquisition n'avait, économiquement parlant, aucun intérêt. Pourquoi donc avait-elle été réalisée ? Parce que les ouvriers de la Dadu River Steel avaient organisé de violentes manifestations contre le non-paiement de leurs salaires. La direction locale du PCC avait donc utilisé l'abondante trésorerie de Golden Summit pour apaiser l'agitation ouvrière dans son district. Ainsi, une décision de gestion affectant la situation financière de la société avait été prise sur des bases politiques, et non économiques.

Un livre récent publié par deux économistes australiens sur la structure financière chinoise décrit le vrai caractère des sociétés par actions :

« Le problème clé dans le cas des Bourses chinoises est que la forte concentration de la propriété reflète en réalité le maintien du poids dominant de la propriété d'Etat dans beaucoup de sociétés cotées [...]. Ainsi, un marché pour le contrôle des sociétés est non-existant pour l'écrasante majorité des sociétés cotées, et on peut en conclure que les dirigeants ne sont confrontés, en cas de décision malencontreuse, qu'à une menace limitée de sanction venant soit de l'"intérieur" ou de l'"extérieur". Il convient aussi de noter que l'influence de l'Etat va plus loin que sa position dominante en terme de propriété. »

– James Laurenceson et Joseph C.H. Chai, *Financial Reform and Economic Development in China* (2003)

Les auteurs citent ensuite une étude qui montre que « la

représentation de l'Etat dans les conseils d'administration de beaucoup de sociétés cotées dépasse de loin ce qui pourrait être justifié même si on tient compte de la part considérable des actions qu'il détient ».

En outre, les marchés chinois des actions et aussi des obligations ne représentent qu'une faible part de la masse totale des actifs financiers, qui restent essentiellement concentrés dans les banques d'Etat. Les sociétés par actions dépendent ainsi des prêts bancaires pour la plus grande part de leur financement externe. Pour résumer, les sociétés cotées dans les deux principales Bourses ont typiquement les mêmes structures de direction et de financement qu'à l'époque où elles étaient entièrement propriété de l'Etat.

On pourrait raisonnablement poser la question : c'est peut-être vrai aujourd'hui, mais cela le sera-t-il encore demain ? La réponse à cette question sera déterminée par une *confrontation politique*, et non pas par un changement de telle ou telle réglementation régissant la Bourse chinoise.

L'été dernier, les investisseurs étrangers ont été autorisés pour la première fois à acheter (dans des limites strictement définies) la principale catégorie d'actions (libellées en yuans) des Bourses chinoises. Un seul investisseur étranger ne peut posséder plus de 10 % du capital d'une société au prix du marché, et tous les investisseurs étrangers ensemble plus de 20 %. La première société financière à profiter de cette occasion a été la grande banque d'investissements suisse UBS qui a acheté, entre autres, des actions de Baoshan Iron and Steel, le plus grand sidérurgiste chinois.

Que se passerait-il si UBS et d'autres banques occidentales étaient déçues du retour sur investissements à Baoshan ? Il est probable qu'elles vendraient simplement leurs actions, peut-être à perte. Mais imaginons qu'au lieu de cela, un groupe de banques occidentales soudoie des responsables économiques chinois pour obtenir le limogeage de la direction en place à Baoshan et son remplacement par une nouvelle direction ayant leur faveur. Une telle tentative de financiers occidentaux pour prendre le contrôle de fait du plus grand producteur d'acier chinois serait un défi direct à l'autorité politique du régime du PCC. Pour préserver son autorité, le gouvernement chinois serait obligé de poursuivre les corrompus en question et de prendre des mesures quelque peu punitives contre les banques étrangères. Sinon, beaucoup de dirigeants d'entreprises et de banques d'Etat deviendraient les agents stipendiés des financiers et des industriels impérialistes, le gouvernement commencerait à perdre sa capacité à mener sa propre politique économique, et le PCC commencerait à se désintégrer dans une orgie de fractionnalisme, comme le Parti communiste soviétique à l'époque de Gorbatchev (1985-1991).

Mais la désintégration fractionnelle de la bureaucratie stalinienne chinoise ouvrirait aussi la situation politique à l'intervention de forces sociales d'*en bas*, centralement la classe ouvrière. On verrait probablement la formation de syndicats et de comités d'usine indépendants, de groupes et de partis de gauche. En fin de compte, les capitalistes occidentaux, japonais et chinois de l'extérieur pourraient voir leur tête de pont actuelle en République populaire de Chine détruite par une révolution politique prolétarienne.

Le principal changement structurel qui s'est produit dans l'économie chinoise au cours des deux dernières décennies est la manière dont les entreprises d'Etat sont financées. Sous l'ancien système de planification centralisée, les entreprises dont, pour une raison ou pour une autre, les coûts excédaient les revenus normaux recevaient des allocations

non remboursables de leur ministère de tutelle. De même, des allocations non remboursables étaient utilisées pour financer l'expansion de la production des entreprises par la rénovation de l'outillage, la construction de nouveaux départements, etc.

Quand le « socialisme de marché » a été introduit au début des années 1980, les entreprises étaient censées devenir des entités financièrement autonomes maximisant les profits. Le financement externe devait provenir de prêts des banques commerciales d'Etat, prêts qui étaient censés être remboursés avec intérêts. Nous ne savons pas si Deng et les autres architectes originels du programme de « réformes » espéraient réellement que le système fonctionnerait conformément à la nouvelle doctrine économique et aux directives politiques correspondantes. Comme c'était prévisible, le système n'a pas fonctionné. Si toutes les entreprises qui n'ont pas remboursé leurs prêts bancaires et qui ne pouvaient pas les rembourser avaient été fermées, la Chine serait devenue depuis longtemps une zone de catastrophe économique. Mais on n'a pas permis qu'il en soit ainsi. Au contraire, d'une manière totalement non planifiée, inadéquate et erratique, les prêts bancaires « non performants » se sont substitués au financement gouvernemental direct.

Les prêts bancaires aux entreprises déficitaires comme aux entreprises rentables sont refinancés de façon routinière, ou même augmentés, sans aucun espoir réaliste de remboursement. En conséquence de quoi toutes les grandes banques chinoises sont techniquement « insolubles », avec des « prêts non performants » qui l'emportent sur les actifs générateurs de revenus. Cette situation perdure depuis de nombreuses années, car le gouvernement finance les banques qui, à leur tour, financent les entreprises.

C'est ainsi qu'en 1998-1999 la banque centrale a donné 200 milliards de dollars aux principales banques commerciales en échange d'un montant équivalent en « prêts non performants ». Ces dettes d'entreprises ont ensuite été transférées à des « Compagnies de gestion d'actifs » (CGA) contrôlées par l'Etat, qui étaient censées en récupérer une partie et/ou vendre les entreprises défaillantes à des acheteurs privés. Depuis cette date, les CGA n'ont pas fait grand-chose dans l'une ou l'autre direction.

La relative stabilité du système financier chinois repose sur deux facteurs principaux. Premièrement, tout le monde sait que le gouvernement est derrière les banques. Deuxièmement, les banques privées, notamment occidentales, ne sont pas (encore) autorisées à leur faire concurrence. Un rapport publié en 2002 par Moody's, la grande agence de notation financière américaine, concluait que « bien que le système bancaire chinois soit, techniquement parlant, insolvable, les niveaux élevés de liquidités jouent le rôle d'amortisseur contre les tensions. Le niveau élevé des dépôts reflète en outre la confiance du public dans les banques d'Etat. »

Les porte-parole bien informés de l'impérialisme occidental admettent que la privatisation, et plus particulièrement l'internationalisation du système financier, est une étape nécessaire pour briser le pouvoir économique du régime du Parti communiste chinois (PCC). Début 2003, l'*Economist* de Londres (8 mars) – un organe semi-officiel des banquiers britanniques et américains – écrivait :

« Toutes les banques chinoises sont, directement ou indirectement, contrôlées par l'Etat, et le gouvernement, local ou central, interfère tant dans les nominations des cadres dirigeants que dans les prêts. Il n'existe par conséquent pas de banque

chinoise qui soit méritocratique et fonctionne selon les règles du marché. Dépourvus d'instruments de contrôle, les investisseurs étrangers auront du mal à en créer une.

« Les Chinois, par contre, n'ont aucune intention d'abandonner ce contrôle. »

Comme les lamentations de l'*Economist* l'indiquent, les banques étrangères ont jusqu'ici été reléguées aux marges du système financier chinois, principalement dans le secteur du commerce extérieur. Il va sans dire que le capital financier international s'évertue à repousser ces limites. Par exemple début 2003, Citibank, la banque géante de Wall Street, a été autorisée à acquérir 5 % de la neuvième banque commerciale chinoise. Une opération conjointe portant sur des cartes de crédit a ensuite été mise sur pied, destinée à la nouvelle élite chinoise fortunée – entrepreneurs capitalistes, hauts responsables du parti et du gouvernement, couches petites-bourgeoises aisées (ingénieurs, universitaires). Pour la Citibank, c'est juste l'amorce d'une campagne pour pénétrer toujours plus profondément le système financier chinois. « La Chine est une des dernières grandes frontières de la finance », proclame Richard Stanley, le responsable de la filiale de la Citibank à Hongkong (*Wall Street Journal*, 15 septembre 2003).

Jiang Zemin et ses acolytes reconnaissent que l'ouverture du système financier chinois aux banques étrangères aurait probablement des conséquences économiques désastreuses, notamment en ôtant au gouvernement la capacité de financer ses propres dépenses. C'est pourquoi l'accord aux termes duquel la Chine a adhéré il y a deux ans à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) repoussait la « libéralisation » du secteur financier à 2006. C'est seulement à cette date que la Chine est censée autoriser les banques étrangères à concurrencer les banques d'Etat sur un pied d'égalité. Mais ce qui va réellement se passer d'ici trois ans ne sera pas automatiquement déterminé par le calendrier prévu dans l'accord de l'OMC. Ce sera déterminé par le conflit social en Chine même et entre la Chine et les forces de l'impérialisme capitaliste. Ces derniers mois, les conflits économiques entre l'impérialisme, notamment américain, et l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé chinois ont éclaté au grand jour.

## La bataille autour du yuan

La devise chinoise, le yuan, n'est pas convertible sur ce que les économistes bourgeois appellent la compensation internationale des transferts de capitaux. Les entrepreneurs capitalistes en Chine, ainsi que les directeurs des entreprises d'Etat, ne peuvent acquérir des devises étrangères en échange de yuans (après accord préalable de la banque centrale) que pour payer des importations ou pour d'autres dépenses liées au commerce. Les devises étrangères acquises par les habitants de la Chine continentale doivent être transférées à la banque centrale en échange de yuans.

Ces dernières années, il y a eu un accroissement prévisible du volume des mouvements de capitaux illégaux entrant ou sortant de Chine, principalement via des financiers de Hongkong. Il n'existe pas d'estimation fiable de l'ampleur de ces mouvements monétaires illégaux, mais ils n'ont pas encore atteint le point où ils affecteraient gravement l'économie chinoise ou la politique économique du régime.

Depuis environ dix ans, la Chine maintient une parité fixe entre le yuan et le dollar. Comme le dollar s'est déprécié en 2003 contre l'euro, le yen japonais et la plupart des autres devises, le prix des produits manufacturés exportés par la Chine a considérablement baissé sur le marché mondial. La

plupart des experts estiment que si le yuan était librement échangé, il se revaloriserait de 20 à 40 % par rapport au dollar.

Certaines grandes sociétés capitalistes américaines (ainsi que des sociétés européennes et japonaises) profitent aussi de la sous-évaluation actuelle du yuan. Plus de la moitié des exportations chinoises de produits manufacturés sont produites dans des usines détenues par des étrangers, ou dans des *joint-ventures*. Dell computer et Motorola sont parmi les dix premières sociétés exportatrices de Chine. De l'autre côté du Pacifique, Wal-Mart, la chaîne de supermarchés géante, absorbe 10 % des marchandises chinoises exportées aux Etats-Unis.

Cependant, la majorité des capitalistes manufacturiers américains estiment (non sans motifs) qu'ils pâtissent des pratiques commerciales « déloyales » de la Chine. Au printemps 2003, Franklin Vargo, le vice-président de l'Association nationale des manufacturiers, déclarait devant une commission de la chambre des représentants : « Nous devons faire pression sur la Chine pour qu'elle mette fin à la manipulation de sa devise et permette que le taux de change yuan-dollar soit déterminé par le marché » (*Business Week*, 7 juillet 2003). Un bloc de sénateurs et de représentants principalement démocrates, avec quelques républicains, veut introduire une loi qui imposerait des droits de douane supplémentaires sur les importations chinoises, afin de « neutraliser » la sous-évaluation du yuan. En outre, tous les gros calibres du capital financier international – les responsables des banques centrales américaine et européenne, les directeurs du Fonds monétaire international – font fortement pression sur le régime de Pékin pour qu'il réévalue sa devise.

Mais sur cette question, la direction chinoise n'a pas cédé de terrain. En novembre dernier, le président chinois Hu Jintao déclarait : « Maintenir la stabilité du taux de change du renminbi contribue aux performances économiques de la Chine, et est conforme aux nécessités du développement économique dans toute la région Asie-Pacifique et dans le monde entier. »

En guise de concession aux impérialistes, Hu a promis de mettre en place une commission pour « étudier » la possibilité, dans l'avenir, d'instaurer une convertibilité de la devise chinoise. Quand dans l'avenir ? Le *Far Eastern Economic Review* (29 mai 2003), un journal bien informé basé à Hong-kong, écrit à cet égard : « Le renminbi n'est pas librement convertible sur le compte capitaux, et la plupart des analystes ne s'attendent pas à un changement d'ici quelques années. Ce qu'on craint, c'est qu'une ouverture trop précoce du compte capitaux du pays conduise à des sorties massives, à cause d'un manque de confiance dans le système bancaire. »

Mais même si les décideurs politiques à Pékin prévoient de maintenir le taux de change et les arrangements monétaires internationaux actuels pendant quelques années, ils ne réussiront peut-être *pas* à le faire. L'enclave capitaliste de Hongkong constitue une brèche toujours plus large par laquelle les transactions monétaires illégales s'effectuent, dans les deux sens. L'expropriation des financiers et autres secteurs de la bourgeoisie de Hongkong est une nécessité vitale pour protéger l'économie chinoise de l'offensive destructrice des banques de Wall Street, Francfort et Tokyo.

### **La question agraire au premier plan, encore une fois**

Les discussions sur l'économie chinoise et sa soi-disant « transition vers le capitalisme » dans les médias et les milieux universitaires bourgeois se focalisent habituellement

sur l'industrie et la finance. Cependant, 700 millions des 1,3 milliard de Chinois sont toujours employés dans l'agriculture. La principale force motrice de la Révolution de 1949 avait été un soulèvement paysan massif contre la classe des propriétaires fonciers, dont beaucoup ont connu le sort qu'ils méritaient des mains de ceux qu'ils exploitaient et opprimaient cruellement. Toute l'agriculture avait été nationalisée.

Une des premières « réformes » économiques du régime de Deng fut la décollectivisation de l'agriculture, cédant aux familles paysannes leurs petits lopins de terre sur la base de baux à long terme. Cependant, la terre n'a pas été reprivatisée, et des restrictions ont été imposées aux transferts de baux. Même dans ces conditions, la concurrence entre petits propriétaires paysans a nécessairement débouché sur une différenciation économique toujours croissante dans les villages. Cela a produit une classe de riches fermiers qui a réussi, par des arrangements semi-légaux ou illégaux, à exploiter le travail de leurs voisins plus pauvres. Néanmoins, la structure de base de l'économie agraire chinoise est fondamentalement et manifestement différente de celle de l'Inde, par exemple, où plus d'une centaine de millions d'ouvriers agricoles sans terre s'échinent sur les grands domaines des riches propriétaires fonciers.

Cependant, la structure actuelle de l'économie agraire chinoise ne pourra pas être préservée longtemps, étant donné l'adhésion du pays à l'OMC. Les entreprises industrielles d'Etat peuvent, jusqu'à un certain point, être isolées de la concurrence accrue des importations par un accroissement du financement de l'Etat, via les banques. Mais les petits propriétaires paysans chinois ne peuvent en aucune manière concurrencer l'agrobusiness à forte concentration de capital et scientifiquement organisé des Etats-Unis et des autres grands pays exportateurs de produits alimentaires. Le régime de Pékin a, certes, réduit comme prévu les droits de douane et les quotas sur les produits agricoles, mais il a aussi eu recours à des dispositifs protectionnistes ad hoc. En 2002, de nouvelles « réglementations sanitaires » ont été appliquées aux importations de céréales génétiquement modifiées. L'année dernière, des cargaisons de soja originaire des Etats-Unis, du Brésil et d'Argentine ont été bloquées au motif qu'elles étaient « contaminées » par un champignon (qui est pourtant aussi fréquemment présent sur le soja cultivé en Chine).

Toutefois, la ligne fondamentale de la politique agraire du régime est de ne *pas* protéger la multitude des petits propriétaires paysans. Au contraire, elle consiste à promouvoir de grandes fermes, *de facto privées*. C'est ainsi qu'un plénum du comité central du PCC qui s'est tenu en octobre 2003 a adopté une résolution réduisant encore plus les restrictions sur le transfert des terres agricoles. Un journaliste américain qui couvrait cette réunion rapporte que « la Chine s'inquiète de la concurrence des produits alimentaires étrangers au sein de l'Organisation mondiale du commerce, et l'émergence de grandes fermes augmenterait l'efficacité agricole, déclare un agronome » (*Washington Post*, 15 octobre 2003).

Cependant, les résolutions et les intentions de la direction du PCC dans ce domaine, comme dans les autres, ne seront pas automatiquement et nécessairement traduites dans la réalité économique. La Révolution de 1949 reste une mémoire vivante dans les campagnes chinoises. Les paysans pauvres savent que leurs grands-parents ont appliqué une justice plébéienne rustique aux propriétaires fonciers brutaux et aux usuriers rapaces. Les aspirants-propriétaires fonciers de la Chine d'aujourd'hui pourraient bien connaître un sort

similaire. En fait, au cours de la dernière décennie la Chine a connu de nombreuses manifestations et émeutes de grande ampleur, notamment contre les hausses d'impôts et la corruption.

Pourtant, la Chine doit effectivement passer des petites propriétés paysannes aux grandes fermes mécanisées. La question, c'est comment elle va le faire. Un gouvernement basé sur des conseils ouvriers et paysans ne se contenterait pas d'interdire ou de restreindre l'utilisation de main-d'œuvre salariée et la location de terres supplémentaires par les fermiers riches ; il encouragerait la recollectivisation de l'agriculture. Cela ne veut pas dire un retour aux communes agricoles de l'époque de Mao, qui étaient fondamentalement des agrégats de lopins paysans arriérés. Pour que la masse des paysans chinois abandonnent leurs lopins de terre en faveur de fermes collectives, ils devront être convaincus que cela se traduira par un niveau de vie plus élevé pour eux et leurs familles. C'est pourquoi un gouvernement basé sur des conseils ouvriers et paysans proposerait une réduction des impôts et offrirait des crédits bon marché aux paysans qui rejoindront les fermes collectives.

Une collectivisation et une modernisation rationnelles de l'agriculture chinoise signifieraient une profonde transformation de la société. L'introduction de la technologie moderne dans les campagnes – depuis les moissonneuses-batteuses jusqu'aux engrais chimiques, en passant par toute la panoplie de l'agriculture scientifique – nécessiterait une base industrielle qualitativement plus élevée que celle qui existe actuellement. A son tour, un accroissement de la productivité agricole susciterait le besoin d'une énorme expansion de l'emploi industriel dans les zones urbaines pour absorber le vaste surplus de main-d'œuvre dégagé dans les campagnes. Ceci serait clairement un long processus, étant données en particulier la taille limitée et la productivité relativement faible de la base industrielle chinoise. Le rythme comme, en dernière analyse, la faisabilité même de cette perspective dépendent de l'aide que la Chine recevrait d'un Japon socialiste ou d'une Amérique socialiste, ce qui souligne une fois encore la nécessité d'une révolution prolétarienne internationale.

### Le spectre d'une révolte ouvrière

Début 2000, une grande mine de molybdène contrôlée par l'Etat à Yangjiazhangzi – une ville de la vieille région industrielle en crise du nord-est de la Chine. – était fermée. Les quelques secteurs de la mine qui étaient jugés rentables étaient privatisés, principalement repris par des individus de mèche avec la direction précédente. Une manifestation des mineurs licenciés pour protester contre le niveau dérisoire des indemnités de licenciement est devenue une véritable révolte ouvrière. Environ 20 000 mineurs et leurs familles descendaient dans la rue, dressaient des barricades, incendiaient des voitures, brisaient les vitres des bureaux du gouvernement et mettaient le feu à des bidons d'essence.

Les autorités ont réagi avec prudence, de peur que les ouvriers utilisent le stock de dynamite de la mine pour se défendre. Pendant deux jours, les ouvriers ont affronté la « Police populaire armée », une force paramilitaire spécifiquement créée au milieu des années 1980 pour réprimer la montée de l'agitation sociale. Finalement, des unités de l'armée ont été amenées sur place, ont ouvert le feu à balles

Place Tiananmen, 1989 : les manifestations étudiantes ont été le détonateur d'un soulèvement social beaucoup plus large, amenant à une révolte ouvrière qui a été réprimée dans le sang.



Peter Turnley

réelles par-dessus la tête des manifestants, et étouffé la rébellion. Deux ans plus tard, toujours dans le nord-est de la Chine, des ouvriers déclenchaient la plus grande révolte ouvrière depuis le soulèvement de Tiananmen en 1989, qui avait été un embryon de révolution politique.

A sa manière, la bureaucratie stalinienne de Pékin reconnaît qu'elle est assise sur un volcan d'agitation sociale. En 2002, Jiang Zemin déclarait que « accroître l'emploi et promouvoir le réemploi n'est pas seulement un problème économique majeur, c'est aussi un problème politique majeur ». Pourtant, Jiang et ses acolytes n'ont pas réussi – ils ont lamentablement échoué – à atteindre le but qu'ils s'étaient eux-mêmes fixé.

Le ministre du travail Zhang Zuoji déclarait en 2002 que sur 26 millions d'ouvriers licenciés par les entreprises d'Etat depuis 1998, seulement 17 millions avaient été réemployés. Et la situation dans ce domaine se détériore rapidement. D'après les statistiques gouvernementales, pendant les six premiers mois de l'année 2002 seulement 9 % des ouvriers licenciés ont été réemployés, contre 50 % en 1998. Dans beaucoup de villes chinoises, des ouvriers à la recherche d'un travail s'installent le long des rues avec autour du cou une pancarte qui indique leurs qualifications : électricien, charpentier, plombier.

Le principal moyen par lequel le régime de Pékin a cherché à freiner la progression du chômage, c'est une expansion énorme des travaux publics, financés au niveau inférieur par des déficits croissants des finances publiques. Mais dans un avenir pas si lointain que ça, le régime stalinien de Pékin va devoir faire des choix douloureux. Accroître de façon substantielle la proportion du produit social collecté sous forme d'impôts impliquera une réduction des profits et des revenus des entrepreneurs capitalistes, et aussi des couches les plus aisées de la petite-bourgeoisie. La *Far Eastern Economic Review* (10 octobre 2002), dont le point de vue est loin d'être anticapitaliste, faisait remarquer que « les secteurs privés plus dynamiques de l'économie côtière sont notoirement réticents

à payer des impôts ». L'alternative consistant à réduire de façon substantielle les dépenses publiques impliquerait qu'on jette sur le pavé des millions et des millions d'ouvriers supplémentaires, et qu'on réduise les maigres prestations sociales dont ils bénéficient (comme les retraites). Arrivées à ce point, les divergences politiques au sein de la direction du PCC, entrant en résonance avec des tensions sociales croissantes, pourraient commencer à fracturer la bureaucratie.

L'an dernier, le régime de Jiang a cédé la place à une « quatrième génération » de dirigeants du PCC, représentée par le président Hu Jintao et le premier ministre Wen Jiabao. Comme Deng avant lui, Jiang conserve l'autorité ultime en demeurant président de la « Commission militaire centrale » du PCC, autrement dit *de facto* commandant en chef des forces armées chinoises. La posture idéologique des dirigeants de la « quatrième génération » indique les pressions sociales conflictuelles qui pèsent sur elle. D'un côté, ils sont plus ouvertement procapitalistes (légitimation de l'adhésion des entrepreneurs au parti, proposition d'inscrire les « droits de propriété » dans la constitution).

En même temps, la nouvelle direction du PCC a adopté un style politique plus « populiste » que le régime technocratique grisâtre de Jiang. Ainsi, juste avant de devenir premier ministre, Wen Jiabao est descendu dans une mine de charbon, par un froid glacial, pour y fêter le Nouvel An lunaire avec les mineurs. Plus récemment, *China Daily* (30 octobre 2003) a donné un large écho à l'intervention personnelle de Wen pour aider un ouvrier migrant du bâtiment à récupérer des arriérés de salaire, avec le commentaire que cela « atteste que la nouvelle direction, à l'écoute du peuple, prend les choses en main quand il s'agit de s'occuper des moins privilégiés dans le pays ».

Ces gesticulations « populistes » ont été accompagnées de promesses de réduire le fossé entre riches et pauvres, et entre les provinces côtières relativement riches et les régions plus pauvres de Chine centrale et occidentale. Si cela est non pas de la simple rhétorique creuse, mais le signe de divergences dans la politique et les priorités économiques du régime, le fractionalisme qui en résultera pourrait ouvrir la situation politique. Dans cette éventualité, les facteurs décisifs seront la conscience politique de la classe ouvrière et des autres couches laborieuses chinoises, et la capacité des marxistes révolutionnaires (c'est-à-dire léninistes-trotskyistes) à intervenir pour changer et élever cette conscience.

## Pour la démocratie ouvrière I

A la fin des années 1980 et au début des années 1990, en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, beaucoup d'ouvriers, ainsi que la plus grande partie de l'intelligentsia, ont succombé à l'illusion que l'introduction du capitalisme à l'occidentale conduirait rapidement à des niveaux de vie à l'occidentale. Mais les ouvriers et les pauvres des villes chinoises ont déjà fait l'expérience d'une forte dose de capitalisme occidental (et japonais), sous la forme de centaines de milliards de dollars d'investissements étrangers et de *joint-ventures*. Ils ont aussi fait l'expérience de la présence croissante des exploiters capitalistes chinois, ceux issus de Chine continentale comme ceux venus d'outre-mer. Et ces expériences se résument à un accroissement massif du chômage, de la précarité économique, des inégalités sociales et des écarts salariaux.

Toutes les informations disponibles indiquent en Chine une hostilité populaire largement répandue à l'encontre des éléments capitalistes qui existent actuellement en Chine. Un son-

dage réalisé début 2003 par l'Université populaire révélait que seulement 5 % des personnes interrogées pensaient que les nouveaux riches avaient acquis leur fortune par des moyens légitimes. La proposition évoquée lors du 16<sup>e</sup> Congrès du PCC, en 2002, d'inscrire les « droits de propriété » dans la constitution a provoqué ce qui ressemblait fort à une vague d'indignation populaire. Ces dernières années, il y a eu une multiplication des assassinats de riches entrepreneurs.

S'il est peu probable que les ouvriers chinois aient des illusions dans le capitalisme à l'occidentale, la question de la « démocratie » à l'occidentale est une autre affaire. Quand la situation politique en Chine s'ouvrira, des groupes et partis contre-révolutionnaires anticommunistes dissimuleront certainement leur adhésion au système économique du « libre marché » tout en se déclarant en faveur de la « démocratie », c'est-à-dire d'un gouvernement parlementaire élu sur la base d'un homme, une voix. Un exemple de ce type de posture est donné par Han Dongfan, un « dissident » pro-impérialiste qui publie le journal *China Labor Bulletin* à Hongkong, et a la faveur aux Etats-Unis des élus réactionnaires du Congrès et des bureaucrates anticommunistes de l'AFL-CIO.

Le gouvernement parlementaire est en fait une forme politique de la dictature de la bourgeoisie. Dans un tel système, la classe ouvrière est politiquement réduite à des individus atomisés. La bourgeoisie réussit à manipuler l'électorat – dans lequel la voix d'un ouvrier d'usine compte autant que celle d'un directeur d'entreprise ou d'un technocrate – grâce au contrôle qu'elle exerce sur les médias, le système éducatif et les autres institutions qui façonnent l'opinion publique. Dans toutes les « démocraties » capitalistes, les responsables gouvernementaux, élus ou non, sont achetés par les banques et les grandes entreprises.

Comme Lénine l'expliquait dans sa polémique classique contre la social-démocratie, *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (novembre 1918) :

« Dans l'Etat bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité *nominale* proclamée par la "démocratie" des capitalistes, et les milliers de restrictions et de subterfuges *réels*, qui font des prolétaires des *esclaves salariés*. [...] »

« Dans la démocratie bourgeoise, par mille stratagèmes, – d'autant plus ingénieux et efficaces que la démocratie "pure" est plus développée, – les capitalistes *écartent* les masses de la participation à la gestion du pays, de la liberté de réunion, de presse, etc. [...] Mille barrières *s'opposent* à la participation des masses travailleuses au parlement bourgeois (lequel, dans une démocratie bourgeoise, *ne résout jamais* les questions majeures ; celles-ci sont tranchées par la Bourse, par les banques). Et les ouvriers savent et sentent, voient et saisissent à merveille que le parlement bourgeois est pour eux un organisme *étranger*, un *instrument d'oppression* des prolétaires par la bourgeoisie, l'organisme d'une classe hostile, d'une minorité d'exploiteurs. »

Sous la démocratie bourgeoise, les ouvriers n'ont que l'illusion d'un certain contrôle ou pouvoir sur le gouvernement. Mais sous un Etat ouvrier, la question de la démocratie ouvrière n'est pas une abstraction ou une illusion, mais au fond une question de *pouvoir*. Dans des Etats ouvriers comme la Chine, la dictature du prolétariat est déformée par le pouvoir stalinien traître – le prolétariat, en tant que classe, est exclu du pouvoir politique, qui est au contraire monopolisé par une caste bureaucratique anti-ouvrière dont la politique menace au bout du compte l'existence même de l'Etat ouvrier. La classe ouvrière et les masses laborieuses rurales ne peuvent exercer un véritable pouvoir qu'à travers une dic-

tature du prolétariat dirigée par leurs *propres* institutions de gouvernement de classe, les soviets (le terme russe pour conseils), qui seront ouverts à tous les partis défendant les bases collectivisées de l'Etat ouvrier. Dans l'ouvrage cité ci-dessus, Lénine expliquait que :

« Les Soviets sont l'organisation directe des masses travailleuses et exploitées, à qui elle facilite la possibilité d'organiser elles-mêmes l'Etat et de le gouverner par tous les moyens. C'est précisément l'avant-garde des travailleurs et des exploités, le prolétariat des villes, qui bénéficie en la circonstance de l'avantage d'être le mieux uni dans les grosses entreprises ; il a le plus de facilité pour élire et surveiller les élus. Automatiquement, l'organisation soviétique facilite l'union de tous les travailleurs et exploités autour de leur avant-garde, le prolétariat. Le vieil appareil bourgeois, – la bureaucratie, les privilèges de la fortuné, de l'instruction bourgeoise, des relations, etc. (ces réels privilèges sont d'autant plus variés que la démocratie bourgeoise est plus développée), – tout cela se trouve éliminé sous le régime des Soviets. [...] »

« La démocratie prolétarienne est un million de fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise ; le pouvoir des Soviets est un million de fois plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises. »

L'alternatives à laquelle la Chine est confrontée aujourd'hui, c'est soit une révolution politique prolétarienne, soit une contre-révolution capitaliste sanglante. Il faut noter qu'en aucune circonstance la restauration capitaliste ne produira une forme de démocratie bourgeoise. La destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est laisse entrevoir ce que le capitalisme réserve aux ouvriers chinois : guerres fratricides, pauvreté et chômage, dévastation sociale générale (voir « Pourquoi nous avons lutté pour défendre l'Union soviétique », *Workers Vanguard* n° 809 et n° 810, 12 et 26 septembre 2003).

Ce n'est pas par hasard qu'à l'époque du coup d'Etat contre-révolutionnaire d'Eltsine, en 1991, beaucoup de « démocrates » eltsiniens argumentaient qu'un « Pinochet russe » serait nécessaire pour administrer le pouvoir capitaliste naissant dans l'ex-Union soviétique. L'économiste Gavril Popov, un allié clé d'Eltsine et l'un des principaux idéologues de la « Plate-forme démocratique » du PC soviétique, élu maire de Moscou en 1991, admettait franchement que l'introduction du capitalisme ne serait pas compatible avec la démocratie bourgeoise :

« Nous devons maintenant créer une société avec une diversité de formes de propriété différentes, y compris la propriété privée ; et ce sera une société d'inégalité économique. Il y aura des contradictions entre d'un côté la politique conduisant à la dénationalisation, à la privatisation et à l'inégalité, et de l'autre le caractère populiste des forces qui ont été mises en branle afin d'atteindre ces objectifs. Les masses désirent l'équité et l'égalité économique. Et plus le processus de transformation s'approfondira, plus aigu et manifeste sera le fossé entre ces aspirations et les réalités économiques. »

– « Dangers pour la démocratie », *New York Review of Books*, 16 août 1990

Même dans l'ex-URSS, qui était une puissance industrielle et militaire mondiale, les régimes politiques capitalistes en place dans les diverses républiques constitutives varient de régimes « parlementaires » semi-bonapartistes à d'authentiques dictatures. Une Chine capitaliste soumettrait ses masses à un chaos social encore plus gigantesque, et à une misère bien plus grande.

En outre, alors que l'ancienne bourgeoisie russe avait été détruite en tant que classe, la bourgeoisie chinoise a simple-

ment été chassée outre-mer par la révolution, et elle reste prête aujourd'hui à réclamer ses propriétés perdues et à prendre sa revanche, avant tout contre un prolétariat combatif. La restauration capitaliste pourrait amener avec elle une réapparition du phénomène des seigneurs de la guerre à la solde des impérialistes qui avait marqué la Chine pré-révolutionnaire, ce qui mènerait à l'assujettissement et au dépeçage du pays par les impérialismes occidentaux et japonais, tout en infligeant des destructions massives à la Corée du Nord et au Vietnam.

Pour arriver à la démocratie des soviets dans des pays capitalistes, il faut une révolution sociale prolétarienne qui exproprie la bourgeoisie et renverse le système de profit capitaliste. En Chine, au contraire, il faut une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie du pouvoir et placer le pouvoir politique entre les mains de conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans. Une telle révolution politique suppose la défense inconditionnelle de l'économie collectivisée, qui est la base sociale de l'Etat ouvrier. Ce programme a été résumé par Trotsky dans *la Révolution trahie* (1936), son analyse classique de la Russie de Staline :

« Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale véritable sont des conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchévique, et la renaissance des syndicats y sont impliqués. La démocratie entraînera, dans l'économie, la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. [...] Les « normes bourgeoises de répartition » seront d'abord ramenées aux proportions que commande la stricte nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste. [...] La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de l'internationalisme révolutionnaire. »

La lutte pour la démocratie ouvrière est intimement liée au combat pour l'extension de la révolution. Karl Marx écrivait qu'avec la pénurie, l'indigence est généralisée, « que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et par conséquent ressusciter tout le vieux fatras ». La base matérielle du bureaucratisme est la pénurie – la bureaucratie se considère elle-même comme l'arbitre de l'utilisation et de la distribution de ressources rares. La nécessité historique pose une fois encore la question de l'internationalisme révolutionnaire. Sans une Amérique socialiste, une Europe socialiste, un Japon socialiste, les travailleurs chinois ne réussiront pas à éliminer la pénurie et le besoin. En fait, le sort du prolétariat chinois – le sort des travailleurs et des opprimés du monde entier – sera décidé dans la lutte pour la révolution socialiste internationale.

La Ligue communiste internationale a entrepris la tâche d'apporter aujourd'hui ce programme marxiste révolutionnaire – le seul programme qui peut défendre la Chine contre les forces puissantes de la contre-révolution soutenue par les impérialistes – aux ouvriers et aux masses laborieuses rurales de Chine. ■

Visitez le site Web de la LCI  
[www.lci-fi.org](http://www.lci-fi.org)

## Chine

**Reprenez, étendez les acquis de la Révolution de 1949 !  
Pour une révolution politique prolétarienne  
pour chasser la bureaucratie stalinienne !**

# Repoussez la campagne impérialiste pour la contre-révolution !

*L'article suivant est la traduction d'un article publié en deux parties dans Workers Vanguard, journal de notre section américaine, n° 814 et 815 (21 novembre et 5 décembre 2003).*

\* \* \*

La République populaire de Chine (RPC) est née de la Révolution de 1949 qui, malgré ses profondes déformations bureaucratiques, a été une révolution sociale d'importance historique au niveau mondial. Des centaines de millions de paysans se sont soulevés et ont pris possession de la terre sur laquelle leurs ancêtres étaient cruellement exploités depuis les temps immémoriaux. Le pouvoir des seigneurs de la guerre sanguinaires, des usuriers vampires, des propriétaires fonciers rapaces et de la lamentable bourgeoisie était détruit.

La création d'une économie collectivisée et centralement planifiée a jeté les bases d'un énorme bond en avant en termes de progrès social, et a permis à la Chine de s'arracher à une effroyable arriération paysanne. La révolution a permis aux femmes d'accéder à un statut incomparablement supérieur à leur misérable situation antérieure, symbolisée par la pratique barbare du bandage des pieds. Une nation qui depuis un siècle avait été ravagée, et divisée par les puissances occidentales était unifiée et libérée du joug impérialiste.

Cependant, la Révolution de 1949 était déformée dès le départ, soumise au régime du Parti communiste chinois (PCC) de Mao Zedong qui représentait une caste bureaucratique nationaliste perchée au sommet d'une économie collectivisée. Contrairement à la Révolution russe d'octobre 1917, qui avait été accomplie par un prolétariat conscient de ses intérêts de classe et guidé par l'internationalisme bolchévique de Lénine et Trotsky, la Révolution chinoise a été le résultat d'une guérilla paysanne dirigée par les forces stalino-

**Pour une Chine des conseils ouvriers  
et paysans, dans une Asie socialiste !**



A Pékin en janvier, des travailleurs migrants du bâtiment mettent en place une barricade pour protester contre le non-paiement des salaires.

nationalistes de Mao. Modelé sur la bureaucratie stalinienne qui avait usurpé le pouvoir politique du prolétariat en URSS, le régime de Mao prêchait la notion profondément antimarxiste que le socialisme – une société sans classes, égalitaire, basée sur l'abondance matérielle – pouvait être construit dans un seul pays. En pratique, le « socialisme dans un seul pays » en Chine, comme dans l'URSS de Staline et de ses héritiers, signifiait l'hostilité à la perspective de la révolution ouvrière internationale et la conciliation de l'impérialisme mondial.

En particulier, l'alliance de la Chine avec l'impérialisme américain contre l'Union soviétique, inaugurée sous Mao au début des

années 1970 et poursuivie par son successeur Deng Xiaoping, a contribué à la destruction ultérieure de l'URSS par la contre-révolution capitaliste, en 1991-1992. Ceci a été une défaite historique pour la classe ouvrière internationale et les peuples opprimés du monde entier. La période post-soviétique est marquée par la pression accrue – économique, politique et militaire – de l'impérialisme mondial, et en particulier américain, à l'encontre de la Chine. C'est ainsi que le Pentagone développe activement ses projets visant à se doter d'une capacité de première frappe nucléaire efficace contre l'arsenal nucléaire limité de la Chine, une stratégie ouvertement proclamée par Bush et sa bande à Washington.

La Ligue communiste internationale se prononce pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier déformé chinois contre les agressions impérialistes et la contre-révolution capitaliste. La classe ouvrière chinoise doit balayer la bureaucratie stalinienne, qui a gravement affaibli le système de propriété nationalisée en Chine même, tout en

*Suite page 13*